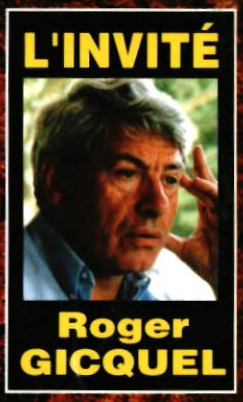
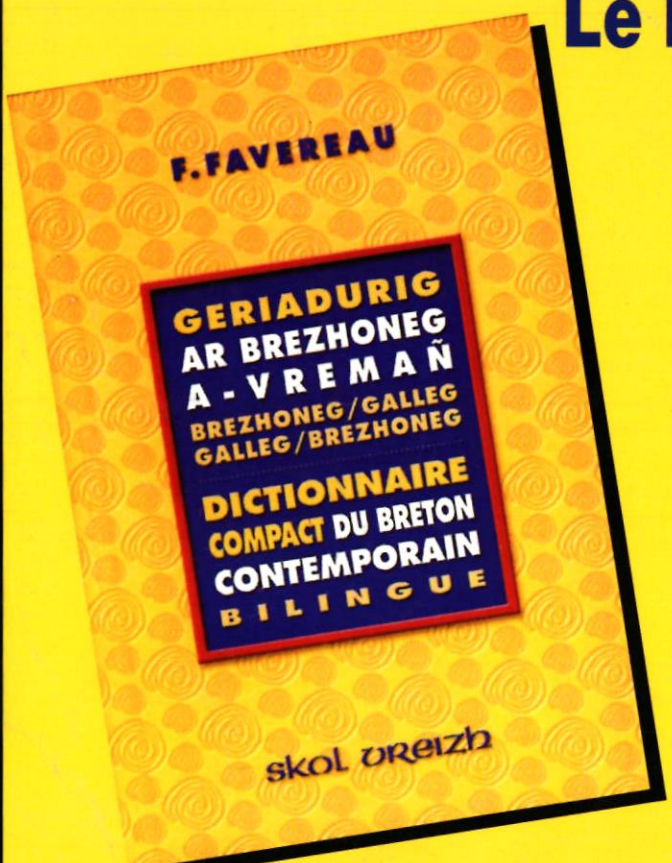
POBL VREIZH/LE PEUPLE BRETON
N° 459 / 3€
AUJOURD'HUI, ÊTRE LIBRE, C'EST ÊTRE INFORMÉ
EBREL / AVRIL 2002

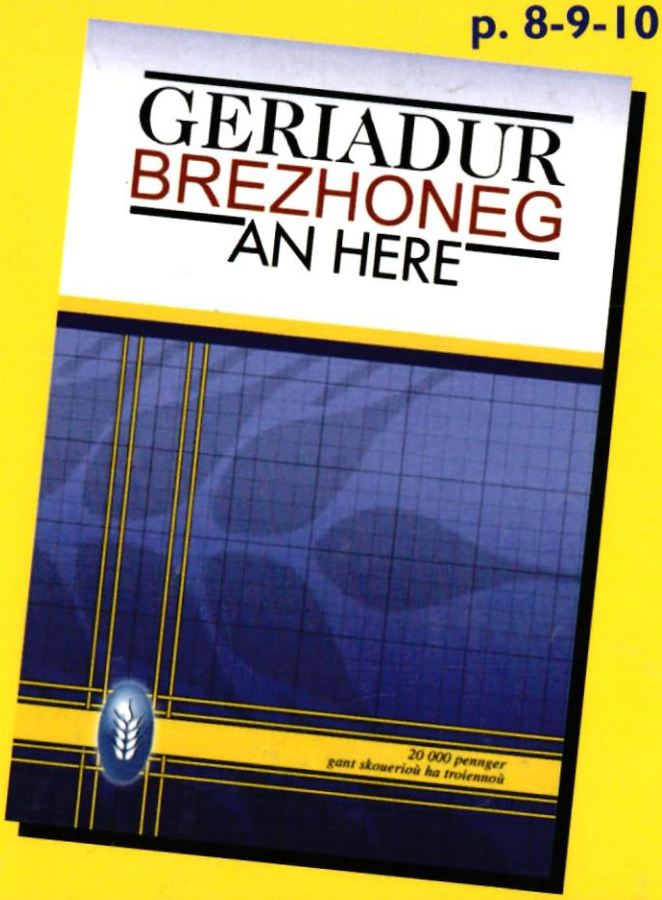
LE PEUPLE BRETON



PRÉSIDENTIELLE :
Sortons du nucléaire
p. 6-7

LANGUE BRETONNE :
Le breton nouveau* arrive
p. 8-9-10





*A consommer sans modération.

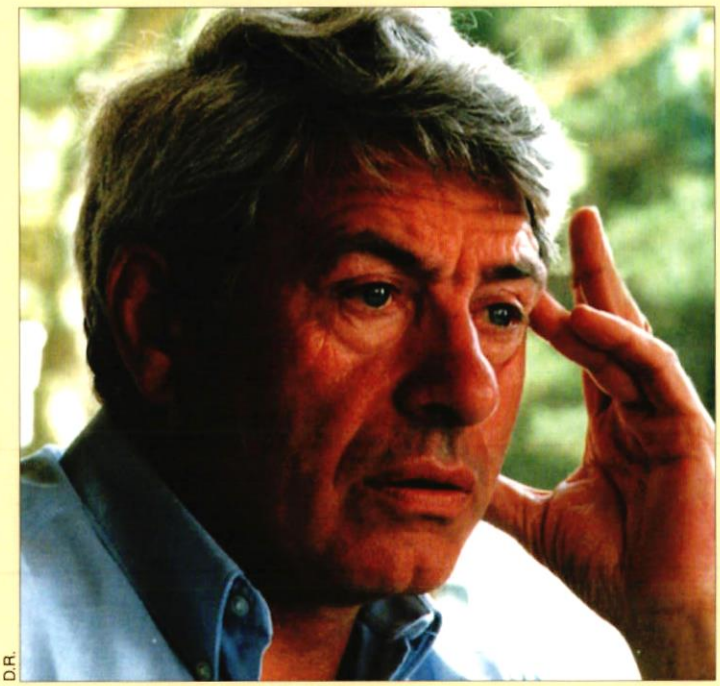
La chronique de Roger Gicquel

Vous avez dit sécurité ?

Il ne date pas d'aujourd'hui le discours sécuritaire. Ainsi, voici 25 ans, j'ai commencé un journal télévisé par ces mots : « *La France a peur* ». C'était à propos de l'assassinat d'un enfant par son ravisseur. Et quand on évoque cette affaire aujourd'hui, à la radio ou à la télévision, on oublie de citer l'intégralité de mes propos : « *La France a peur [...] et c'est un sentiment qu'il faut déjà que nous combattions parce qu'on voit bien qu'il débouche sur des envies de justice expéditive, de vengeance immédiate et directe* ».

C'était dans le contexte de l'époque qui m'a conduit ensuite à écrire l'essai intitulé « La violence et la peur ». Une tentative pour ramener l'insécurité à ses vraies dimensions alors que dans l'après 68 des membres éminents du gouvernement et de l'autorité publique agitaient en permanence le chiffon rouge de la répression... « *face à la montée de la violence* » expliquaient-ils. Leur interprétation des statistiques des crimes et délits relevait d'ailleurs, de leur part, de l'escroquerie morale. En 1977, la grande criminalité n'y entrait que pour 1,53 % et les délits se trouvaient gonflés par l'immigration clandestine dans les départements frontaliers.

La sécurité, écrira alors le haut magistrat Casamayor, « *on ne veut pas analyser le mot pour s'en servir davantage [...]. Les épidémies, les famines, les misères, les coups du sort, et le fanatisme et la haine et l'indifférence hargneuse et l'incompétence altière, les ambitions, les abus de confiance des politiciens et des financiers, l'orgueil des pontifes, le commerce des exploiteurs de conscience... Voilà qui atteint notre sécurité plus souvent que cette fameuse armée du crime...* » [1].



D.R.

...C'est un sentiment qu'il faut [...] que nous combattions... »

Certes, la sécurité au sens où l'entendent aujourd'hui les candidats à l'élection est une question sociale importante. Nécessaire pour chacun et sans nul doute prioritaire pour les plus vulnérables dont ceux qui sont sous le seuil de pauvreté, mal logés ou sans abri, humiliés et rayés de la carte de l'avenir. Mais faire de la sécurité la priorité des priorités pour la majorité des Français constitue une véritable dérive politique. Il faut reconnaître que cette dérive est bien servie par les faits divers que les médias empilent selon leur fameuse loi des séries, avec un traitement particulier pour l'enfance délinquante. Que cela apparaisse dans les statistiques ne dira pas pour autant la réalité de la tranche d'âge la plus jeune dont ne rend pas compte l'acharnement médiatique à se repaître de quelques horreurs venues tout droit des jeux virtuels. L'anti-jeunisme succédant au jeunisme, voilà qui pour moi est super gonflant.

Il reste un autre discours à tenir sur la sécurité des citoyens, outre celui de la sérénité dans l'application de la loi. Cet autre discours, c'est celui de l'environnement. Mais on ne l'entend guère que chez quelques « petits » candidats. Où sont dans les programmes des « grands » les mesures courageuses, voire drastiques, pour réduire l'effet de serre, pour sortir à terme du nucléaire, pour reconquérir la qualité de l'eau, pour endiguer les délocalisations, pour traquer les risques industriels ?

Et pas du tout accessoirement, quel supplément de sécurité cherche-t-on en remettant toujours à plus tard l'ouverture des fenêtres de la vérité pour les militants bretons emprisonnés dans un néant jusque-là couvert par une encore Garde des Sceaux bien de chez nous ? On verra ça cet été ou après, a-t-elle dit. Pour évidence sécuritaire électorale, sans doute ?

Roger GICQUEL

(1) Casamayor - « Le maître et son double - Lettre au Chef de la Police - Editions Encre, 1979.

Souscription

Nos remerciements aux donateurs de ce mois qui permettent à cette souscription de continuer très fort cette année. Si le rythme (et l'ampleur) de votre générosité ne faiblissent pas dans les mois à venir, nous aurons – peut-être – une belle surprise en fin d'année. Dans cet espoir, mersi bras à tous.

J. Le Lann, Brest, 15 € ; M. François, Besne, 10 € ; P.J. Corcuff, Pont-L'Abbé, 10 € ; P. Rey, Nantes, 10 € ; Y. Le Cœur, Pondi, 3 € ; J. Guiffan, Nantes, 3 € ; J. Lastennet, Plaisir, 20 € ; Ph. Coulau, Plouézec, 20 € ; J.M. Hillereau, Châteauthebaud, 10 € ; Y. Jardin, Douarnenez, 30 € ; M. Le Chartier, Plérin, 10 € ; F. Le Marquer, Auray, 40 € ; E. Le Tanneau, Saint-Brieuc, 5 € ; P. Henry, St-Etienne-de-Montluc, 30 € ; P. Le Person, Yffiniac, 30 € ; Ph. Sanguer, Rambouillet, 10 € ; H. Le Sech, La Roche-Derrien, 10 € ; P. Gregam, St-Laurent-Plérin, 10 € ; J.B. Lagadec, Guipavas, 3 € ; P. Renaud, Bains-sur-Oust, 5 € ; M. Marcel, Couéron, 5 € ; Ch. Betbeder, Donamartiri, 20 € ; J.L. Boulc'h, Pencran, 3 € ; Dan ar Bras, Kemper, 20 € ; A. Ollivier, La Trinité-sur-Mer, 3 € ; Y. Guérin, Guéméné-Penfao, 3 € ; P. Chevallier, St-Brieg, 36 € ; F. Kerrain, Tonquédec, 3 € ; E. Simon, Saint-Cloud, 6 € ; M. Drouelle, Yerres, 3 € ; H. Le Sciellour, Nantes, 5 € ; G. Chevallier, Belligne, 20 € ; Ph. Cousin, Plogoneg, 15 € ; L. Orhand, Lokrist, 18 € ; J. Biou, Creil, 5 € ; J. Lescoat, Rennes, 3 € ; D.M. Morvan, Carentoir, 10 € ; M. Duriez, Belz, 5 € ; Y.B. Harnois, Fougères, 5 € ; G. Courant, Guidel, 10 € ; P. Combot, Saint-Divy, 3 € ; Jehanno & Mathieu, Dinan, 10 € ; J.J. Monnier, Lannion, 10 € ; J. Chapron, Saint-Malo, 10 € ; E. Le Boëdec, Plubigner, 8 € ; N. Riou, Pontchâteau, 20 € ; P. Le Guyader, Auray, 10 € ; Ph. Ars, Nantes, 10 € ; Ph. Huitorel, Gourin, 3 € ; J.F. Gillet, Sottevile-les-Rouen, 5 € ; R. Blochet, Lille, 20 € ; Y. Drean, Brech, 3 €. **Total mois : 594 € Total année : 2015,99 euros (soit 13.224,03 F).**

LE PEUPLE BRETON/POBL VREIZH
Mensuel - BP 1 - 29850 GOUESNOU
Fax 02 98.37.91.74
Directeur de la publication :
Joël Guégan
Rédacteur en chef :
Ronan Leprohon
Rédacteur-adjoint :
Jean-Jacques Monnier
Responsables de rubriques :
Yannig Baron, Alain Cedelle, Mikaël Erwan, Yann Fiévet, Yves Jardin, Fañch Treger.
Correspondants :
En Catalogne : Philippe Liria
En Occitanie : Gérard Tautil.
Critiques de disques :
Bretagne : Pierre Morvan,
Celtie : Philippe Cousin,
Pays basque : Alain Hervochon.
Critiques de livres :
Jean-Jacques Monnier,
19 Penn ar Pave, 22300 Lannion.
Livres en breton :
Glaoda Millour,
2 place René Cassin, 29600 Morlaix.
Responsable publicité :
Ronan Leprohon, au journal.
Éditeur :
Les Presses populaires de Bretagne
CPAP : 66132
Composition, impression, routage :
IMPRAM, Imprimeurs du Triangle, Lannion.
ABONNEMENTS, ADMINISTRATION :
9 rue Pinot Duclos, 22000 Saint-Brieuc
Tél-fax : 02.96.61.54.11
Dépôt légal : 1er trimestre 2002.

Sommaire

Avril
Ebrel
2002

Nous rappellerons tout d'abord ce que nous annoncions ici le mois dernier : jusqu'aux législatives de juin, nous instituons un "abonnement-découverte", à moitié prix, pour ceux qui s'abonnent pour la première fois au P.B.

Faîtes connaître cet avantage autour de vous : le Peuple breton a, plus que jamais, besoin de davantage d'abonnés. En particulier, si nous voulons améliorer la présentation de notre magazine. Ainsi, ce mois-ci, nous devons revenir à quatre pages couleur au lieu de huit depuis quelques mois, uniquement pour des questions de prix de revient. L'apport de la publicité ne nous suffit pas.

◆◆◆

Au sommaire de ce "classique" de 36 pages, on trouvera quatre pages "politiques", au sens convenu du terme : vie de l'U.D.B., candidats de R. & P.S., campagne présidentielle (p. 2 à 5).

L'importante question du nucléaire, absente du débat présidentiel ou presque, est résumée (p. 6 & 7) par Yves Jardin.

Fulup Lannuzel, lui, aborde un autre thème important de ce numéro (p. 8, 9 et 10) : l'avenir du breton et de quel breton ? La partie "Pobl Vreizh", justement, offre quatre pages en breton, dans une langue que n'effarouche ni la théorie (p. 14), ni l'économie (p. 15).

Le drame palestinien nous conduit à consacrer deux pages à ce qui paraît aux progressistes bretons comme une nécessité : un état pour les Palestiniens, pour arriver à la paix au Proche-Orient (p. 18 & 19).

Les chroniques de Pierre Morvan et Yann Fiévet, l'interview du directeur artistique des " Tombées de la nuit " par Anne-Marie Kervern-Quéfféleant et toutes les rubriques culturelles habituelles complètent un numéro dont nous espérons que la variété vous plaira.

Bonne lecture à tous !

Ronan LEPROHON


Page 5


Pages 8-9


Pages 8-9


Pages 22-23

Le Peuble breton paraît le premier vendredi du mois.

Le crédit-photo de couverture :
– Dessin anti-nucléaire : Réseau "Sortir du nucléaire" .
– Roger Gicquel : D.R.
– Dictionnaire Favereau : Editions Skol Vreizh.
– Dictionnaire An Here : Editions An Here.


D.R.

Pour une campagne digne de l'enjeu

Un sondage IFOP-L'Express, un de plus, annonce que plus de la moitié des Français ne veulent ni de Jospin (58 %), ni de Chirac (59 %) comme chefs de l'Etat. Si on ajoute à cela que, de toutes parts, on déplore le creux de la campagne électorale présidentielle (Roger Gicquel et Yann Fiévet vont dans ce sens, dans ce numéro du P.B.), on peut dire que la politique à la française est malade...

Mais malade de quoi, puisque chacun sait qu'en dépit des desiderata de la majorité des électeurs, le prochain président de la République sera Jospin ou Chirac ? Malade du système. Un système politique complètement déconnecté des réalités quotidiennes et du terrain (la France) qui ne se résume pas aux quelques arrondissements fréquentés par le Tout-Paris politico-médiatique. Certains en arrivent à pronostiquer que le "mal élu du 5 mai" devra faire face à une crise de société sans précédent...

Les media "nationaux" (télés et presse écrite parisienne) devraient avoir la lucidité de la presse étrangère qui, de Londres à Berlin, en passant par Stockholm, est accablante pour la politique "à la française" et les candidats qui vont avec...

Dans ce concert désapprobateur, il y a des voix qui vont dans le même sens et que les media parisiens ci-dessus dénoncés omettent singulièrement de citer. Faisons-le. Il y a une quinzaine, interrogé sur une télé satellite (LCI), Raymond Barre – qui prend sa retraite politique – affirmait à un journaliste assez incrédule que le problème principal qui devrait occuper le devant de la campagne était celui de la "centralisation excessive des pouvoirs en région parisienne" dont la France était "malade". Il est vrai que l'ancien Premier ministre est, entre temps, devenu maire de Lyon, ce qui lui a permis d'éprouver l'insolente domination de la capitale... Quelques jours plus tard, Michel Rocard déclarait souscrire à la nécessité d'une "franche autonomie" pour la Corse, dans la République. Il est vrai que cet ancien Premier ministre a été, entre temps, écarté du microcosme parisien et qu'il siège désormais au Parlement européen d'où on peut relativiser bien des illusions souverainistes françaises.

Hier encore, dans son édito de "Courrier international" (N° 595), Alexandre Adler, déplorant l'isolement croissant de la France, diagnostiquait le mal : "La France est désormais le dernier Etat centralisé d'Europe [...] La gravité persistante de la question corse a fini par persuader la classe politique de porter remède à ce haut niveau de centralisation" (une maladie, donc, puisqu'il faut y porter remède...). Mais, ajoute Adler, "il serait évidemment plus judicieux de ne pas légiférer pour les seuls activistes corses. Il serait encore plus judicieux de revoir en profondeur l'actuelle assise territoriale de la nation en engageant une vaste consultation pour savoir avec qui les Français veulent vivre".

L'U.D.B. ne dit jamais rien d'autre. Et n'est-ce pas là un thème digne d'une présidentielle où les politiques seraient des responsables dignes de la confiance qu'ils nous demandent ?

Ronan LEPROHON
Rédacteur en chef du P.B.

Annulation de l'épreuve du Capes d'histoire-géographie du 14-mars et report au 22 avril : une injustice causée par un jacobisme des plus archaïques

L'Union démocratique bretonne (UDB) comprend la colère qui a conduit des étudiants de l'Université de Bretagne occidentale (UBO) à réclamer des « *sanctions* » contre les quelque 80 « *fauteurs de troubles* » qui, en perturbant l'épreuve du Capes d'histoire-géographie du 14 mars en Ile-de-France, ont poussé le ministère de l'Education nationale à annuler l'épreuve dans toute la France.

Pourtant les vrais responsables de cette pantalonnade francilienne sont à chercher ailleurs. Ce sont ceux qui, au nom d'une conception du principe d'égalité s'obstinent à maintenir un système de concours hypercentralisé, digne de l'ancien régime soviétique.

Evidemment les compétences des enseignants comme des autres catégories professionnelles doivent être évaluées de façon juste et objective, non seulement en France mais dans l'ensemble de l'Union européenne, ce qui justifie le rapprochement des méthodes d'évaluation et l'existence d'un système d'équivalences, encore incomplet, au niveau européen. Mais au XXI[e] siècle, comment peut-on défendre l'idée suivant laquelle l'ensemble des candidats à l'exercice d'une profession devraient composer sur les mêmes sujets, le même jour, à la même heure ? A l'heure où l'on semble se disputer dans la classe politique française la paternité du principe de « formation tout au long de la vie », une telle rigidité dans l'organisation des concours en est presque risible. Courteline aurait encore beaucoup à dire...

L'UDB dénonce fermement ce dogmatisme jacobin d'un autre âge. Si les concours étaient organisés sur un plan régional, les incidents du 14 mars à Rungis n'auraient pas obligé quelque 10.000 candidats à repasser l'épreuve.

Union démocratique bretonne

L'U.D.B. sur le terrain : Section du Kreiz-Breizh

Après plus de deux ans de détentions pour certains militants bretons, la section Kreiz Breizh de l'UDB a senti le besoin et la nécessité de faire le point sur les conditions d'incarcérations des prisonniers, que la section juge politiques. Peu nombreux sont ceux qui s'intéressent à leur embastillement et à leurs conditions de détention.



D.R.

L'assistance lors de la conférence.

Pourtant, en compagnie de Pêr Loquet pour Skoazell Vreizh, Yann Choucq, avocat, Manu Bacon, représentante du Collectif des femmes et de Bertrand Grimault, ancien prisonnier, l'assistance réunie à Ti ar Vro à Carhaix a essayé de débattre en mars sur ce point.

"Présumés innocents"

Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public (article 11 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme). Huit emprisonnés bretons n'ont pas eu les faveurs d'un tel article, sachant qu'en plus, les délais de détention doivent être raisonnables au regard des textes de la Cour européenne de justice. Pourquoi ? Une question qui revient souvent quand il s'agit de se pencher sur le sort de ces hommes. Pourquoi huit détenus bretons ne bénéficient-ils pas de la loi sur la présomption d'innocence ? Que deviennent leurs droits ? Que représente leur sort aux yeux de l'instruction française ? Que représentent-ils même à nos yeux ? Dans quel système sont-ils ? Autant de questions auxquelles Yann Choucq, juriste, a répondu de façon éloquente et parfois avec sarcasme : « Ils ont un statut spécial de détention, sous l'appellation de Détenu Particulièrement Signalé, mais un statut qui n'est sûrement pas politique. Les faits sont ainsi requalifiés en les présentant comme des malfaiteurs ayant pour but de troubler l'ordre public par l'intimidation ou par la terreur ». Tout en étant considérés comme des prisonniers, avec des « droits ordinaires », ils ont les faveurs de la DNAT, diligentée pour les enquêtes de terrorisme « à la différence que les Bretons ont une détention provisoire allant jusqu'au double » explique l'avocat. Cette dernière peut s'éterniser en France jusqu'à six ans, avant une comparaison devant un tribunal. Dans les premiers temps de cette période préventive, il a fallu se battre pour « que les prisonniers, grâce aux interventions des avocats et de Skoazell Vreizh, bénéficient des soins auxquels normalement ils ont droit ».

Regards de femmes

C'est autour de Manu Bacon, porte-parole du Collectif des femmes, de prendre la parole. Manu Bacon décortique de façon précise l'interpellation dont elle a été elle-même témoin : « Ces interpellations sont violentes. Le GIGN se déplace cagoulé, armé et accompagné de chiens. Une vingtaine de policiers intervient au petit matin, ils mettent la femme en joue, tabassent le mari qui est embarqué aussitôt, à moitié dénudé » raconte Manu Bacon. Les enfants, présents, sont évidemment en état de choc, provoqué par ces irruptions soudaines et démesurées « tout ça pour des militants bretons » souligne, consternée, la porte-parole. « Après, rien n'est mis en place pour les enfants quand les deux parents sont emmenés. C'est le vide » continue Manu Bacon. Pour les parents débutent les menaces classiques du genre « tes enfants vont être envoyés à la DASS » ou d'autres moyens de pression et de chantage.

« Pas besoin d'actes mais des soupçons »

Phrase révélatrice, prononcée par Bertrand Grimault, lui-même incarcéré pendant un an. Sous le coup d'une inculpation en correctionnelle, les prisonniers politiques bretons sont « considérés comme les pires des criminels » affirme Bertrand. Tout est réuni pour que leurs conditions d'emprisonnement soient durcies ; fouilles systématiques, cour de promenade avec des grillages comme point d'horizon ; les transferts se font chaîne aux pieds et menottes aux poignets, entraves que les autres prisonniers ne subissent pas. On pourrait encore multiplier les exemples concernant ces actes inqualifiables.

Des soutiens contrastés

Pêr Loquet, quant à lui, est revenu sur l'accueil réservé par le ministre belge des affaires étrangères, début décembre. Pour mémoire, une délégation bretonne s'est rendue à Bruxelles afin de défendre et présenter le cas des prisonniers politiques. De son côté, Yann Choucq a souligné que si la Ligue des droits de l'Homme venait de s'exprimer sur la situation des prisonniers bretons, en dénonçant les conditions d'incarcération, ceci n'a pas fait l'unanimité au sein de la LDH.

Pour conclure, le public a participé aux débats. On a bien vu, lors de cette soirée, que les gens attendent une résolution rapide des affaires en cours. A plusieurs reprises, il a été aussi question d'arriver à multiplier les interventions auprès de la population. Concrètement, et le mot a été répété à plusieurs reprises, il faut parvenir à « conscientiser » les Bretons. De son côté, la section Kreiz Breizh de l'UDB va continuer sur son élan, en proposant, par exemple, aux autres sections de mettre en place des conférences similaires.

David DERRIEN

L'UDB va proposer aux candidats à la présidentielle le référendum d'initiative populaire et l'initiative législative populaire

Face à des questions fondamentales pour l'avenir de la Bretagne telles que :

– la réunification administrative de la Bretagne,

– la protection de la Bretagne face aux dangers d'implantation d'une ou de plusieurs centrales nucléaires et d'enfouissement de déchets radioactifs,

– l'officialisation de la langue bretonne au côté du français, etc.

Il nous semble que deux combats sont à mener de front : 1) l'obtention d'un pouvoir législatif et réglementaire pour la Bretagne (donc la création d'un Parlement et d'un gouvernement bretons) - 2) le partage du pouvoir politique entre les élus et les citoyens eux-mêmes.

Étymologiquement, la République *(res publica)*, c'est la chose publique. Or, force est de constater que la vie politique française fonctionne – de moins en moins bien – suivant une stricte logique de représentation, où la démocratie participative est quasiment absente. *De facto*, les élus se sont appropriés la *« res publica »* en réduisant le citoyen au rôle d'électeur passif. C'est l'échec de ce modèle politique, de plus en plus daté, qui se manifeste à travers la montée régulière de l'abstentionnisme et des votes protestataires. Il est temps d'en changer si nous voulons prévenir le danger réel d'une implosion des institutions.

Pour réconcilier les citoyens avec la *« res publica »*, il faut ajouter une dimension participative à la dimension élective qui doit évidemment demeurer. Pour ce faire, l'Union démocratique bretonne va questionner les futurs candidats à l'élection présidentielle issus des courants démocratiques, sitôt la liste définitive connue début avril, en leur soumettant deux propositions très concrètes :

1) Etes-vous favorable à l'idée qu'au niveau de la République tout entière, d'une région ou d'une commune, 10% des électeurs puissent par le moyen d'une pétition provoquer un référendum ? Vous engagez-vous à permettre l'inscription du « référendum d'initiative populaire » dans la Constitution ?

2) Etes-vous favorable à l'idée que 100 000 citoyens puissent par le moyen d'une pétition soumettre au Parlement une proposition de loi d'initiative populaire que le Parlement sera tenu d'examiner dans un délai maximum de deux ans ? Vous engagez-vous à permettre l'inscription de « l'initiative législative populaire » dans la Constitution ?

L'UDB, qui inscrira ces deux propositions au cœur de son projet institutionnel lors des élections législatives, sera très attentive aux réponses qui lui parviendront pour se déterminer lors du scrutin présidentiel. Lorsque la Bretagne aura acquis un pouvoir législatif et réglementaire régional, il conviendra bien sûr d'y transporter l'initiative législative populaire en réduisant le nombre de pétitionnaires nécessaire.

K.G.

Bulletin d'adhésion

Rejoignez l'UDB !

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

.....

Signature

A adresser à UDB, BP 80722, 44007 Nantes cedex 01, avec un chèque de 24 euros minimum.

«République et identités» : Kofi Yamgnane fuit le débat...

A l'initiative de la Convention pour la VI[e] République, mouvement présidé par le député socialiste Arnaud Montebourg, un « café citoyen » devait se tenir le 25 mars à Lorient, à la Taverne du Roi Morvan. Contactés pour animer le débat, Kofi Yamgnane, ancien secrétaire d'État à l'intégration et député sortant PS de Carhaix-Chateaulin et Christian Guyonvarc'h, porte-parole de l'UDB, avaient confirmé leur participation.

Mais M. Yamgnane n'est jamais venu et n'a donné aucune explication sur sa défection aux organisateurs (socialistes !), ni le soir même, ni le lendemain. Beaucoup, parmi la cinquantaine de personnes présentes, y ont vu le fruit le « pressions amicales », d'origine locale.

M. Yamgnane absent, les échanges n'en ont pas moins été riches, comme en témoigne ce compte-rendu de « Ouest-France » : *« L'échange qui suivait portait sur des questions d'identité bretonne et de parlement breton, mais aussi reconnaissance du berbère et du yiddish comme parties intégrantes du patrimoine linguistique en France, droit de vote des immigrés comme facteur d'intégration sociale ou encore nécessité d'une harmonisation sociale à l'échelle européenne.*

On était loin du refuge communautariste que certains se plaisent à caricaturer dès qu'on aborde les questions d'identité et de régions » (OF, 28/3/02).

■

Candidatures dans toute la Bretagne (suite et fin)

Comme nous l'avions annoncé dans notre précédent numéro, voici la présentation des derniers candidats qui porteront les couleurs de Régions & Peuples solidaires (R & PS) dans toutes les circonscriptions de Bretagne en juin prochain.



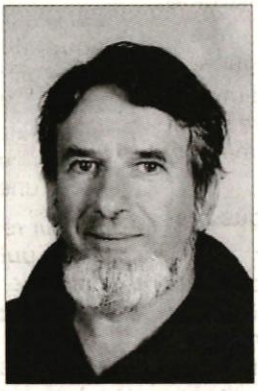
1. Catherine GUÉRIN



2. Rachell ROLLAND



3. Marie GOGÉ



4. Jean GUÉGUÉNIAT



5. Xavier CARRÉ

DANS LES CÔTES-D'ARMOR

1. Circonscription de Dinan :

Catherine GUÉRIN.

Candidate d'ouverture présentée par R & PS, elle est commerçante. Agée de 43 ans, c'est une militante associative connue pour ses engagements en faveur du livre et de la langue bretonne.

2. Circonscription de Loudéac :

Rachell ROLLAND.

Native d'Allineuc, cette militante de l'UDB a 31 ans. Elle exerce la profession de contractuelle à la Poste et porte les couleurs de R & PS pour la première fois.

DANS LE FINISTERE

3. Circonscription de Brest rural :

Marie GOGÉ.

Elle a 50 ans, quatre enfants et travaille comme chargée de mission. Cette adhérente de Frankiz Breizh, militante en milieu rural, habite Milizac.

4. Circonscription de Landerneau-Landivisiau :

Jean GUÉGUÉNIAT.

Présenté par Frankiz Breizh, il a 60 ans. Conseiller municipal de Brest et vice-président de la Communauté urbaine, il est délégué à la prévention-sécurité et chargé de la "politique de la ville".

DANS LE MORBIHAN

5. Circonscription de Pontivy :

Xavier CARRÉ.

A 45 ans, ce contrôleur de l'Inspection cadastrale, membre de l'UDB, a déjà été candidat de son parti. Aux cantonales de 1994 à Grandchamp, il obtenait 5,50 % des voix.



Iffig

– estime que la candidature de Chevènement, c'est le pastis des Pasquaïens, plus l'eau bénite des Villiéristes, avec la cerise confite du MDC et espère que peu de Bretons boiront de ce breuvage !

– a lu (dans « Armor ») que Denis Seznec avait été soutenu par des hommes politiques de tous bords dans son combat pour la mémoire de son grand père. Iffig a appris qu'il y avait eu cependant une opposition : celle du Conseil général de Loire-Atlantique « qui a refusé de voter le vœu pour la réhabilitation, sous la pression de la même personne qui refusait celui sur l'unité administrative de la Bretagne ». Iffig considère que c'est normal : quand on est con, on est con.

– ne résiste pas à l'envie de vous permettre d'agir... aux antipodes. Allez sur le site **www.greenpeace.org.nz** . Vous pourrez y signer une pétition contre le parrainage du voilier français pour la Coupe America par le lobby nucléaire Aréva...

Sortons de l'âge du nucléaire

La France constitue une puissance nucléaire importante, tant dans le domaine civil que militaire. Le nucléaire civil entraîne des problèmes et crée des dangers. C'est pour cela que la plupart des pays de l'Union européene, sauf la France, ont décidé de tourner le dos au nucléaire. Un tel choix est possible, à condition de le vouloir.

Une exception française

La France est aujourd'hui le 7e producteur d'électricité avec près de 4 % de la production mondiale, pour moins de 1 % de la population mondiale.

Mais la France est le pays où la part du nucléaire dans la production d'électricité est la plus importante avec environ 75 %. En Lithuanie cette part est de 84 % mais sa seule centrale va être fermée. La part du nucléaire est en 1998 de 12,5 % en Russie, 18 % aux U.S.A., 28% au Royaume-Uni, 30 % en Allemagne, 35 % au Japon. Elle est plus importante en Suède (51 %) et en Belgique (60 %).



La France n'est dépassée que par les U.S.A. pour le nombre de réacteurs en activité (104 aux U.S.A., 58 en France) et pour la part de la puissance mondiale installée (27,5 % aux U.S.A., 17,5% en France), mais la population des U.S.A. est 4,5 fois supérieure à celle de la France (ce qui fait aux U.S.A. un réacteur pour plus de 2,5 millions d'habitants, un pour à peine plus d'un million en France). Le nombre de réacteurs est élevé au Japon (53), plus faible au Royaume-Uni (35), en Russie (29) ou en Allemagne (20).

Les problèmes du nucléaire

Tout d'abord le recours au nucléaire n'est pas économique. Le prix du Kwh français serait le moins cher d'Europe et l'EDF continue ses campagnes de publicité en faveur du tout-électrique. Mais le programme nucléaire à largement profité du budget civil du Commissariat à l'énergie atomique de 405 milliards de francs de 1946 à 1992 (dont 308 de subventions publiques). Le programme nucléaire a monopolisé plus de 90 % de ces budgets de recherche. Le fondateur d'un organisme américain de recherche et de conseil en énergie estime que le coût du nucléaire est prohibitif : "L'énergie nucléaire s'est révélée beaucoup plus coûteuse en réalité que tous les autres modes de production d'électricité. Les gouvernements feraient mieux de respecter la loi du marché au lieu d'avantager cette technologie aux frais du contribuable." Cela explique en partie que beaucoup de pays sortent aujourd'hui du nucléaire.

L'on n'a sans doute pas compté non plus dans le prix du kilowatt, le démantèlement des centrales après que les réacteurs aient cessé de fonctionner. Pour prendre un exemple proche de nous, le démantèlement de la centrale de Brennilis, avec un seul réacteur de faible puissance, devrait coûter au moins 16 milliards de francs. Le surgénérateur Superphénix, qui n'a produit de l'électricité que pendant neuf mois sur onze années de "fonctionnement"a coûté 60 milliards de francs et son démantèlement, d'ici 2005, devrait coûter près de 17 milliards de francs.

Le programme électro-nucléaire est censé assurer l'indépendance énergétique de la France. Mais ses besoins en uranium sont de 11.000 t/an, alors qu'elle n'en produit que 460 t/an. Même si le retraitement des déchets nucléaires économise un cinquième des ressources naturelles en uranium nécessaires aux réacteurs, en quoi peut-on parler d'indépendance énergétique ?

Ce programme a aussi pour but de faire des profits. Certes cela réduit son coût, mais fait de la volonté d'indépendance énergétique un faux prétexte. Les exportations nettes d'électricité représentent 12 % de la production et en fait 12 réacteurs sur 58 travaillent pour l'exportation. En outre 10 autres réacteurs servent au chauffage électrique qui est un gaspillage énergétique, avec la perte de 70 % de l'énergie de départ.

Les dangers du nucléaire

Il ne s'est jamais produit dans les centrales nucléaires françaises d'accident de la gravité de celui de Tchernobyl (dont le nuage comme chacun sait s'est arrêté aux frontières françaises !) et elles sont dans l'ensemble plus sûres que celles de Russie (dont 10 réacteurs sur 29 ne sont pas aux normes de sécurité). il n'en reste pas moins qu'il y a de nombreux incidents dans les centrales françaises. La plupart sont des incidents de niveau 1 et parfois 2 sur l'échelle de gravité qui en compte 6 ; il y a cependant parmi ces incidents des fuites de liquide ou d'iode radio-actif, des contaminations atmosphériques. Mais il y a plus inquiétant. En 1999 un accident a été évité à Blaye où, en raison d'inondations, les pompes de certains systèmes de sûreté ont été noyées, d'où l'arrêt de trois des quatre réacteurs. Plus grave, il y a eu à Saint-Laurent-des-Eaux en 1980 un incident de niveau 4 avec un début de fusion du cœur de la centrale.

Un autre danger est représenté par les déchets nucléaires pour lesquels il n'y a aujourd'hui aucune solution satisfaisante, mais que la France continue à produire : ils représenteront, en 2015, 215.000 tonnes pour les seules centrales nucléaires. Ces déchets constituent une menace de très longue durée pour les générations futures : un réacteur a une durée de vie d'environ 30 ans, mais le plutonium, produit extrêmement dangereux, met 24.000 ans pour perdre la moitié de sa radio-activité. D'ici 2006 le choix devrait être fait entre l'incinération, l'entreposage en surface ou l'enfouissement. Mais les travaux de construction d'un "laboratoire" souterrain dans l'argile ont déjà commencé à Bure (Meuse). Et l'on se souvient aussi des importantes manifestations en Bretagne contre les projets d'enfouissement de déchets nucléaires dans le granite.

Les déchets sont aussi retraités pour l'essentiel à la Hague dans le Cotentin.



Nucléaire, une exception bien française.

"Il est criminel de développer une technologie qu'on ne maîtrise pas, surtout quand elle engage les générations à venir."
Théodore Monod.

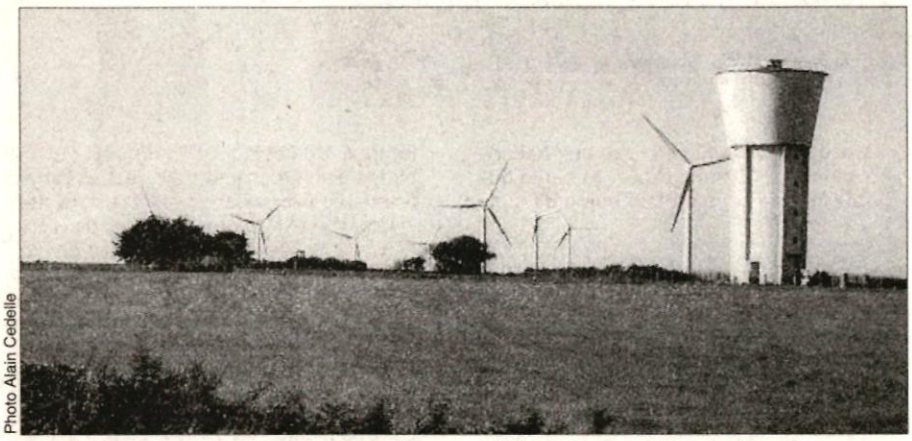


Photo Alain Cedelle

Ceux qui sont contre les éoliennes sont-ils contre les châteaux d'eau ?

Et là aussi c'est l'exception française. La France traite près de 1600 t/an, le Royaume-Uni n'en traite que 900, le Japon 800, la Russie 400, l'Inde 100 ; le retraitement des déchets est arrêté en Allemagne, en Italie, aux U.S.A. ; il n'a pas commencé en Chine. La France ne se contente pas de traiter ses déchets mais traite aussi des déchets allemands ou japonais. D'où des transports terrestres, par route ou par rail, et maritimes, avec des risques d'accident, avec contamination interne et parfois externes des conteneurs spéciaux transportés lors des 450 convois annuels (dont 100 vers l'étranger). Et puis il y a aussi les rejets en mer d'effluents radio-actifs, ce qui a entraîné des actions de Greenpeace et des controverses quant aux risques de leucémie.

Il y a enfin une autre exception française, celle de la fabrication du Mox, nouveau combustible, mélange d'uranium appauvri et de plutonium. Il est plus difficile à manier que les combustibles précédents, est beaucoup plus radioactif et dégage une chaleur plus élevée. La France en produit 140 t/an, contre 40 en Belgique et 4 à 8 au Royaume-Uni. Le Japon en a différé la fabrication après un accident dans une usine de traitement du combustible nucléaire. La France en utilise dans 20 de ses réacteurs, contre 12 en Allemagne, 4 en Suisse et 2 en Belgique.

La sortie du nucléaire

D'ici 2020 le nucléaire ne devrait plus fournir que 8 % de l'électricité mondiale contre 17 % actuellement.



Dans l'Union européenne, la France risque d'être bientôt le seul pays à maintenir des centrales nucléaires en activité. L'Italie a fermé sa dernière centrale en 1988, les Pays-Bas le feront en 2003. La Belgique a décidé de sortir du nucléaire il y a quelques mois. La Suède avait déjà pris cette décision après consultation de sa population par référendum. La Grande-Bretagne n'a aucun programme de renouvellement de ses centrales. L'Allemagne a décidé en 2000 de sortir du nucléaire et cette décision vient d'être confirmée par un récent vote du Bundestag. D'ici 2024 elle arrêtera progressivement ses réacteurs. Dès 2005 elle n'expédiera plus de déchets à retraiter à l'étranger.

En France, il n'y a pas de débat officiel sur l'arrêt des centrales nucléaires pas plus d'ailleurs que sur l'abandon de l'arme nucléaire, dangereuse et coûteuse. La décision sur le renouvellement des centrales ou sur le remplacement par d'autres sources d'énergie est repoussée à 2003. Les recherches menées par Framatome et Siemens continuent pour mettre au point un réacteur à eau pressurisée plus puissant, dont un prototype devrait être construit d'ici 2003, en vue d'une éventuelle mise en service d'ici 2009. La sortie du nucléaire sera d'autant plus difficile en France que la part du nucléaire dans la production d'électricité est beaucoup plus élevée que chez nos voisins et que la France a pris du retard dans le domaine des énergies renouvelables.

De nouvelles pistes

L'arrêt de l'exploitation des centrales nucléaires ne peut être que progressif. Il faut au préalable avoir réfléchi à d'autres politiques énergétiques.

Avant de mettre en œuvre de nouvelles sources d'énergie, il faut déjà mieux utiliser celles dont nous disposons. C'est notamment le cas avec la co-génération, c'est-à-dire la production simultanée par les centrales thermiques (classiques ou nucléaires) d'électricité et de chaleur sous forme de vapeur. Cela permet des rendements énergétiques plus élevés et une moindre émission de gaz carbonique. Mais alors que la part de la co-génération est de 40 % au Danemark, de 35 % en Finlande, de 30 % aux Pays-Bas, de 25 % en Autriche, de plus de 10 % en Allemagne, en Italie ou aux U.S.A., elle n'est que de 2,5 % en France (comme en Grèce), ce retard s'expliquant par le poids du nucléaire et de l'E.D.F.

Dans le domaine des énergies renouvelables, la France est aussi singulièrement en retard dans le domaine de l'énergie éolienne. En 1998 celle-ci permet à l'Allemagne de produire près de 3.000 mégawatts, au Danemark 1.450, à l'Espagne 834, aux Pays-Bas 363, au Royaume-Uni 334 et à la France... 19. Depuis trois ans les choses bougent. De nombreux projets apparaissent en Bretagne, mais ne nous gargarisons pas de nos "champs d'éoliennes", quand ils n'en comptent que 8 alors qu'on en compte plusieurs dizaines à la fois au Pays de Galles (allez donc voir à l'île d'Anglesey). La Bretagne aurait pu connaître une situation comparable au Danemark où les éoliennes fournissent, en 1999, 8 % de l'énergie consommée (15 % d'ici 2005).

Il y a aussi du travail à faire en Bretagne et en France, en vue d'une utilisation accrue de l'énergie solaire, de l'énergie hydraulique (sous la forme de micro-centrales), de la bio-masse (avec notamment la production de méthane à partir des lisiers). Il y a pour nos scientifiques des recherches à développer sur l'énergie des vagues, sur l'énergie thermique des mers.



Photo Loeiz Bloñs

L'opposition des Bretons au nucléaire est célèbre, à juste titre. Ici : manif à Brennilis en mars 2000.

Si l'on peut produire de l'énergie autrement, on peut aussi chercher à en consommer moins par des politiques d'économie d'énergie, dans les installations publiques et industrielles, comme chez les particuliers. Ainsi à Montpellier les actions menées de 1985 à 1999 ont permis de réduire de 53,5 % la consommation d'énergie des bâtiments communaux et d'économiser plus de 14 millions de francs par an.

Ces actions sont aussi un moyen de lutter contre la centralisation et la puissance de technostructures comme E.D.F., la Cogema ou le C.E.A. et pour plus de démocratie.

Yves JARDIN

Langue ou dialecte : choir ou choisir le monde ?

Ce point de vue exprimé par Laurent Motrot a le mérite de la clarté [1]. Nulle part au monde sans doute, sauf en Bretagne, on enseigne à des enfants et à des adolescents une langue véhiculaire sous forme dialectale. Ici, le hasard et l'arbitraire règnent en maître : un enseignant né dans le Goëlo, mais jugeant plus savoureux le dialecte de Haute Cornouaille, l'enseigne à Quimper, il transmettra donc l'idiome de Poullaouen à ses élèves ! En réaction peut-être à l'homogénéisation culturelle qui affecte la planète depuis la révolution industrielle, et singulièrement depuis la globalisation des standards de vie, à partir des années 60.

Une langue étant à la fois un outil de communication, l'expression d'une culture et le véhicule de la pensée, c'est-à-dire au fondement de l'identité, on comprend mieux les débats violents qui animent les lévites du breton. Entre les partisans du *brezhoneg bev* – soucieux de retrouver l'idiome expressif des milieux ruraux – et les épigones du *brezhoneg hollel*, apte à communiquer dans la troisième révolution industrielle que nous vivons actuellement, c'est l'ignorance ou le mépris.

Qui plus est, nombreux feignent d'ignorer le problème sous prétexte que le climat actuel d'autodéfense de la langue française, elle-même menacée par la mondialisation, n'est pas propice à la clarification. Le pourrissement n'a jamais résolu par le haut un problème difficile : la lucidité plaide donc pour une clarification. Le choix entre ces formes de langue ne nous obligerait-il pas à expliciter la logique profonde et complexe qui nous anime, nous bloque et peut-être nous permettra de rebondir ?

Touche pas à la langue !

La langue possède une place spécifique dans la construction de l'identité culturelle. Et cette dernière revêt souvent deux formes initiales : *l'identité légitimante* ou *l'identité-résistance*. La première est produite par le pouvoir central afin d'asseoir son emprise sur la société. En France, la langue française – classique et littéraire – parlée jusqu'en 1789 dans les grandes villes et au sein de l'aristocratie seulement, a reçu priorité sur tous les autres attributs culturels, à partir de la Révolution française. D'où l'étrange paradoxe. Un Etat-nation qui revendique des principes universels (liberté, égalité, fraternité) s'est construit par la lente diffusion d'une langue pionnière en matière de support de la démocratie politique, ce qui a abouti à la généralisation des valeurs culturelles de la bourgeoisie (la culture cultivée). La République nie l'ethnie, mais comme il n'y a pas de nation sans dimension ethnique, c'est-à-dire sans communauté de traits physiques et culturels (qu'ils renvoient à une origine pure ou métisse, réelle ou mythique), la langue française constitue de fait *l'ethnicité* de la nation française.

Cela s'explique par l'histoire. La France a d'abord été un Etat, puis la société s'est dressée contre l'Etat au moment de la Révolution, l'a détruit, et a construit un nouvel Etat qui est son émanation : la République une et indivisible.

Gît au fondement – réel et mythique – de la nation française une *signification imaginaire sociale* [2] qui unifie autour d'elle la société. Rien d'étonnant de voir apparaître des réactions d'autodéfense, au moment où l'hégémonie politique et technique des Etats-Unis affaiblit les états centraux comme l'Etat français. Car on touche au sacré qui constitue imaginairement la société française. Cela affole la gauche comme la droite. D'où la modification de l'article 2 de la constitution en 1992 : la langue de la République est le français ; le délire qui s'empare de la classe politique à propos de l'enseignement de la langue corse ou, enfin, les tentatives récurrentes destinées à discréditer le mouvement breton.

Dans ce contexte de raidissement de l'identité française, il semble vain d'espérer quelque ouverture pour l'identité culturelle bretonne. En effet l'identité bretonne est résistante, c'est-à-dire dans une position dévalorisée ou stigmatisée par l'identité dominante. Aussi a-t-elle tendance, pour résister ou pour survivre, à se barricader sur des principes étrangers ou contraires à ceux qui imprègnent la société globale. Il faut donc trouver un principe de communication qui favorise le dialogue entre des cultures différentes, sans se tromper d'époque.

Vers un principe universel de communication

Nous sommes entrés depuis 1990 dans un nouveau type de société qui possède deux caractéristiques majeures. D'abord, comme mode de production, il s'agit d'un développement du capitalisme financier et des systèmes techniques de maîtrise de l'information. On peut parler de *troisième révolution industrielle*, après celle du premier machinisme, puis celle de l'électricité et de l'automobile. Face à cette globalisation, une anti-mondialisation (cf. Pôrto Alegre) s'organise. Ensuite, comme type de société, nous passons de la société industrielle à la *société de l'information*, marquée par le conflit pour l'usage des codes culturels qui détermineront les comportements nouveaux, donc les institutions [3]. Le conflit central tournera autour de l'affrontement entre l'affirmation d'identités collectives et le pouvoir des élites dirigeantes qui gèrent les activités économiques stratégiques [4]. La gestion des conflits par la société civile et l'Etat-nation de l'époque industrielle devient obsolète.



Photo Editions d'Art Jos

Vieux couple - Bretagne d'hier.
Conserver la richesse des parlers d'hier.

Inutile de dire que le besoin d'identité va croître dans ce contexte, car les individus ne pourront plus demeurer sous l'aile protectrice de l'Etat-providence. Les individus et les groupes devront passer de l'identité-résistance à *l'identité-projet*, en étant capables, à partir du matériau culturel – ici la langue –, de redéfinir leur position dans la société et d'aider à la transformation de l'ensemble de la société. Encore faut-il que la communication soit possible entre les individus et les groupes socialement et culturellement différents. D'où la nécessité d'un principe universel concret et non contraignant : l'appel à la libre construction de la vie personnelle, seul principe universel qui n'impose aucune forme d'organisation sociale (majoritaire ou minoritaire) et aucune pratique culturelle préétablies [5]. Il s'agit ainsi d'associer la démocratie politique et la diversité culturelle, fondée sur la liberté du sujet. C'est le programme de la *démocratie culturelle*, c'est-à-dire la société multiculturelle où le sujet a réussi à se dégager de la communauté et où la communication interculturelle est possible. C'est ce qu'évoquait Paul Mingant (PB. n° 457,

p. 32) quand il déclare qu' « affirmer une identité ne consiste pas à s'opposer à l'autre mais à l'amener à vous reconnaître comme quelqu'un qui l'enrichit culturellement et intellectuellement ». Si le lecteur m'a suivi jusqu'ici il sait déjà qu'un certain nombre de solutions sont inapplicables aujourd'hui. Le nationalisme, – dans notre cas en Bretagne, il s'agirait de la création politique, de manière volontariste, d'une communauté en éliminant ceux qui appartiennent à une autre culture ou une autre société – est impraticable. Et d'abord, parce que la majorité de la population se sent française et considère qu'elle vit en démocratie, qu'elle n'est pas dominée par une puissance et une administration étrangères [6].

Doit-on pour autant, et on a vu comment la société française était sensible à la question linguistique, se réfugier dans la vie privée ou associative ? Peut-on, comme le souligne Yves Jardin (PB n° 457, p. 12) se résigner à harceler le pouvoir en place en faisant valoir que la France est le mauvais élève de l'Europe ? Il est certain que l'autonomie politique est la condition préalable à toute politique linguistique efficace. Mais il n'y aura pas d'autonomie politique sans profonde remise en cause de la signification imaginaire sociale de la société française, c'est-à-dire sans l'instauration de la démocratie culturelle pour tous. Et la lutte politique peut y contribuer, surtout si elle parvient à s'inscrire dans la dynamique sociale de la société de l'information et dans la dynamique politique de l'Europe.

Touche pas à mon idiome !

Nous pouvons répondre maintenant à la question initiale, dialecte ou langue, en l'enchâssant dans l'évolution vers une société multiculturelle. La réussite de *Diwan* tient avant tout, comme le dit Michel Nicolas, à la promotion de la langue « à travers l'éducation d'enfants réellement scolarisés et non d'élèves virtuels dans un hypothétique dispositif à créer » [7], ainsi qu'à la capacité de mobilisation de l'association. Néanmoins, comme l'indique Laurent Motrot, *Diwan* n'a pas fait le choix d'une véritable langue véhiculaire adaptée à la société de l'information, sous prétexte de refus de l'uniformisation linguistique. Je me rappelle, pour ma part, de l'effroi où me plongea la lecture d'une leçon de littérature consacrée à Loeiz Herrieu, que m'avait communiquée un enseignant. Il était question alors que je conçoive un document pédagogique analogue pour Roparz Hemon...

Pourquoi tant de crispations quand on évoque la réalité de la langue bretonne dans l'enseignement ? Un bref survol des motivations des forces en présence est susceptible de nous mettre sur la voie. A gauche, une entreprise comme T.E.S. promeut une vision dialectale de la langue sous les oripeaux d'une graphie commune : le bon breton est le breton de nos grands-parents ; ceux-ci possédaient le génie de la langue, une prononciation et un phrasé fabuleux. Au centre, les tenants du breton littéraire, soucieux d'un minimum de cohérence linguistique et d'élégance de l'expression, ne veulent pas de néologismes et ne peuvent donc pas aborder les nouvelles disciplines scientifiques ou techniques. A droite, *Preder* continue à créer des mots nouveaux, sans participer aux actions de terrain, perçues comme basses besognes basses-bretonnes, indignes d'un vrai travail intellectuel. Seul *An Here*, à travers son dictionnaire monolingue tente la synthèse, en faisant le grand écart permanent. En fait, chacun nourrit et se nourrit de son mythe. T.E.S. fait comme si le breton des campagnes était apte à exprimer les réalités d'aujourd'hui, comme si les 250.000 locuteurs natifs et passifs pouvaient avoir une quelconque influence sur l'avenir de la langue. Les partisans du breton littéraire font comme si une belle littérature pouvait sauver une langue. *Preder*, après largage définitif des amarres vers l'océan de la pensée abstraite, fait comme si la langue, instrument de la pensée, n'était qu'un site de création langagière sans aucune attache psychosociale. Pourquoi tant d'incompréhension alors qu'autour de nous des langues minoritaires sont en plein processus de renaissance ?


D.R.

Bachelières Diwan.
Pratiquer le breton du XXI^e siècle.

On pense tout de suite à la Catalogne et au Pays de Galles. Or, justement, ni la Catalogne ni le Pays de Galles n'ont besoin de mythe consistant à poser un masque sur le trou noir que représente la rupture générationnelle survenue en Bretagne entre 1920 et 1950. Ni la Catalogne ni le Pays de Galles n'ont connu de rupture totale, alors que les Bretons ont refusé de transmettre leur langue [8]. Voilà le scandale. Le fait que les *emsaverien* ont assuré la renaissance de la langue entre 1920 et 1950 ne change rien à la valeur symbolique de cette rupture qui continue à hanter les consciences.

Si nous voulons, en fonction du principe de réalité, assumer la mort et la naissance de la langue, nous devons poser le problème dialectes/langue de façon inédite et radicale. Le poète portugais Fernando Pessoa disait que « la véritable nouveauté qui perdure est celle qui a repris tous les fils de la tradition et les a tissés en un motif que la tradition ne pouvait pas tisser ». La santé mentale et culturelle veut donc que le *breton nouveau* récupère au maximum les meilleurs attributs de la langue ancienne. Mais pas de manière désordonnée, syncrétique, aléatoire, arbitraire, selon les mœurs bien connues de la « pagaille celtique ». Si, en effet, on poursuivait dans cette voie, on aboutirait certes à un idiome baroque, parfois expressif, mais inapte aux grandes tâches de l'éducation, de la recherche et de la connaissance, comme le souligne bien Laurent Motrot. On ne peut le faire non plus de façon totalement planifiée, en considérant le passé de la langue comme « ressources à exploiter » jetées dans le chaudron magique de la création illuminée de quelques élus. Nous devons le faire à la manière du boucher de la fable de Tchouang-Tseu : parvenir à « découper » tous les muscles de la langue sans les faire saigner. Ou dans une perspective plus moderne, selon une dialogique de la complexité : ne pas chercher à résoudre tout de suite, coûte que coûte, les contradictions existant dans la langue qui se fait, mais y déceler les complémentarités, les concurrences, voire les antagonismes, afin de la rendre plus forte. On pourra ainsi parler breton sans faire rire l'auditoire qui vous prendra sinon pour un Maurice Chevalier [9] de la langue bretonne, et développer les domaines de la connaissance et de l'action modernes sans inventer une *novlangue*.

Serf ou sujet

Le choix entre langue et dialecte n'est donc pas une question secondaire. C'est même la question principale du *sujet* dans l'affirmation de la différence bretonne. En effet, le sujet se définit comme le désir d'être acteur, comme acteur social, et non comme spectateur passif ou suspendu dans le vide [10]. En cela le mouvement *Diwan* reste un exemple par sa capacité de transformer un thème culturel – la langue et la culture bretonnes – en action politique. Mais il faut aller jusqu'au bout de la logique : s'affirmer en tant que sujet, c'est aussi occuper le centre de son monde, ne laisser à personne le droit de dire Je à notre place [11], surtout pas à un pouvoir. Si l'on partage mon analyse de l'identité bretonne, nous →

Langue ou dialecte (suite)

ne pouvons laisser le soin à personne de décider ce qui doit occuper le centre de notre monde. Ce n'est certainement pas la société, ni la langue du XIX[e] siècle qui nous rendraient serviles par rapport au passe, ni la culture française, malgré son apparente universalité, ni une autre universalité abstraite qui nous asserviraient au nihilisme de la pensée moderne.

Dans le contexte actuel marqué au fer de l'homogénéisation culturelle, la langue comme expression de la culture devient le front de la résistance culturelle, le lieu de la capacité régénératrice du sujet. Seule une langue pleinement développée, à la fois enracinée et innovante est capable de se confronter au grand monde et peut nous permettre de construire notre monde.

La question n'est pas pour nous d'être une nation, et donc d'avoir un Etat, et donc une langue. La question est d'abord existentielle. La destruction de la Bretagne et de la langue bretonne nous amène à nous interroger, à faire retour à l'homme générique, à l'humanité, d'où un ressourcement, un retour à l'originel qui est toujours le devenir humain. De cette manière, nous faisons appel aux forces naissantes (création) du langage, de l'esprit, de la conscience. Nous parions pour le futur, car ce que nous avons vécu apparaît comme ce que risque de vivre tout homme dans l'âge de fer planétaire que nous propose la troisième révolution industrielle. Ce qui était notre arriération peut devenir une avancée. La prise de conscience de ce décalage doit nous permettre d'affronter la modernité sans trop d'état d'âme.

Fulup LANNUZEL

NOTES

(1) Cf PB, n° 457, p. 11, « Sur les problèmes de l'enseignement actuel de la langue bretonne ».

(2) Cornélius Castoriadis, *La Montée de l'insignifiance. Les carrefours du labyrinthe*, Seuil, 1996, p. 82-102.

(3) Manuel Castells, *Le Pouvoir de l 'identité, L'ère de l'information*, Fayard, 1999, p. 425-435.

(4) Ce conflit est surdéterminé par deux éléments : la menace de dissémination d'armes de destruction massive notamment nucléaires d'une part, le risque de catastrophe écologique rendant impossible la vie humaine sur terre, d'autre part.

(5) Alain Touraine, *Pourrons-nous vivre ensemble ? Egaux et différents*, Fayard, 1997, p. 279.

(6) Cela n'excuse en rien, bien entendu, les « faiblesses » concrètes de la démocratie en France. Cf. la clarification apportée, par Michel Nicolas, in *Bretagne, Un destin européen*, P.U.R., 2001, p. 271 et sq.

(7) Michel Nicolas, *idem*, p. 239.

(8) La question de l'influence de l'extérieur, la logique économique et l'emprise culturelle (ethnocide) de l'Etat, ne change rien à la réalité psychologique et sociale évoquée ici : une langue est à l'agonie et ses locuteurs l'ont abandonnée sans avoir subi de violence physique.

(9) Maurice Chevalier est connu pour son accent parisien inimitable surtout quand il s'exprimait en américain. Aucune méthode d'apprentissage de langue ne prend le chansonnier comme exemple de bonne prononciation de l'anglo-américain.

(10) Alain Touraine, Farhad Khosrokhavar, *La Recherche de soi, Dialogue sur le sujet*, Fayard, 2000, p. 38.

(11) Edgar Morin, *La Méthode, 5. L'Humanité de l'humanité, L'identité humaine*, Seuil, 2001, p. 65-68.

Environnement

"Natura 2000" en Finistère-Sud : quels enjeux ?

Pour son deuxième examen de passage, le premier datant de 1997, le projet européen « Natura 2000 » a suscité la même levée de boucliers de la part des communes concernées du Cap Sizun et du Pays bigouden.

Qu'est-ce que « Natura 2000 » ?

« Natura 2000 » se présente comme une directive européenne dont le but est de sauvegarder la bio-diversité animale et végétale dans certaines zones classées naturelles et formant des espaces plus ou moins étendus en bordure de zones habitées et le long du littoral maritime. Le Conservatoire du littoral en est le principal propriétaire, il doit en assurer la gestion.

Les espaces naturels du Cap Sizun et du Pays bigouden sont peu étendus et sont donc soumis par leur proximité aux influences agricoles, urbanistiques et touristiques, d'où une baisse inquiétante de la bio-diversité du milieu.

L'idée principale de « Natura 2000 » est donc d'instaurer un périmètre élargi autour des espèces protégées pour en écarter les nuisances. Ce nouveau périmètre, plus ou moins large, couvre des zones habitées et à caractère agricole.

Le rejet des communes concernées

Le rejet des municipalités et, il faut le dire, de la majorité de la population est motivé par un manque de concertation, le flou du projet quant aux contraintes qui apparaîtraient après la signature du contrat, par la place minoritaire qu'auraient les élus dans les instances de contrôle de « Natura 2000 ». La crainte de voir une partie de la commune quitter la gestion municipale est aussi invoquée...

Des espaces menacés

A la décharge des communes concernées, il faut reconnaître que la défense de l'environnement n'est pas la « tasse de thé » de beaucoup de gens. Au contraire, pour certains, « Natura 2000 » comme la « loi littoral » ne sont qu'un obstacle à l'expansion du tourisme immobilier à moteur spéculatif, le tout-tourisme de masse étant considéré comme la seule économie d'avenir ; il suffit de voir les POS en révision permanente pour s'en convaincre.

Jusqu'aux années 60-70, les espaces dits aujourd'hui naturels dépendaient de fermes avoisinantes qui les exploitaient comme pâtures, prairies naturelles, roselières ; on y cultivait la carotte, le petit pois... La présence humaine, modérée, loin d'être nocive, entretenait le paysage et favorisait la bio-diversité. C'est une erreur de croire que le retour à la nature sauvage, la friche, est un atout pour la faune et la flore. Tous ceux qui ont connu ces zones avant 1970 vous le diront.

Les choses se sont gâtées avec le développement de l'agriculture intensive et ses pratiques : arasement de haies, de talus, épandages massifs d'engrais, de produits phytosanitaires, épandage de lisier, de fumier du hors-sol, etc. Jugés non rentables les espaces naturels sont retournés à la friche.

Aujourd'hui une nouvelle phase semble se mettre en place avec l'agriculture intensive en crise : l'agriculture n'a plus d'avenir pour les élus et la population dans leur majorité ; il faut vendre la « vue sur la mer » en développant la construction tout azimut, en transformant les chemins de remembrement en « routes touristiques » avec parkings côtiers.

Dans un tel contexte, surtout s'il se développe encore, la mise en réserve de zones protégées peut se justifier avec comme effet pervers de voir s'établir côte à côte un espace rural saccagé et mité cohabitant avec des enclos où faune et flore seraient en sécurité.



Photo Andia presse

Quelles solutions ?

Pour l'UDB et son candidat dans la circonscription, la base de tout aménagement, qu'il soit urbain ou naturel, doit avoir comme base le maintien d'une agriculture forte dans les communes du littoral, d'une agriculture appelée durable, respectueuse de la nature et de la santé du consommateur.

Cette mutation de l'agriculture est éminemment politique. La réforme de la PAC avec des aides à une nouvelle génération d'agriculteurs pour produire « propre » est de toute urgence.

Le retour à l'agriculture durable et biologique permettra le rétablissement d'une situation favorable à la bio-diversité, espace rural et zones naturelles ayant toujours vécu en symbiose.

La protection du potentiel rural doit s'accompagner de POS plus rigoureux dans leur gestion. Le tourisme immobilier détruit la nature qui est le principal capital touristique et le tourisme intensif finira comme l'agriculture du même nom.

« Natura 2000 » devrait être l'occasion d'un large débat entre élus, populations et naturalistes au lieu du dialogue de sourds actuel. Il faudra maîtriser l'utilisation de l'espace, maritime ou terrestre. Il serait dramatique qu'en une seule génération l'irréparable soit commis. Pourtant la digue de galets, l'« Ero vili », de Penhors à la Torche, résultat du travail de la mer durant des milliers d'années, a été anéantie en quelques dizaines d'année par la bêtise humaine. « Ar boued a zeu deus an douar » disaient les anciens, « la nourriture vient de la terre », encore faudrait-il respecter l'une et l'autre.

Loeiz CLEAC'H

LIBRES OPINIONS

"Refonder"? Oui, mais à gauche

Je sais bien que " Télérama " n'est pas le journal préféré des sympathisants et militants bretons. Ses attaques sournoises, stupides et répétées contre les manifestations du renouveau culturel breton, contre Diwan ou TV Breizh, ont achevé de dégoûter plus d'un lecteur. Pourtant, certains des dossiers que développe l'hebdomadaire, qui reste quand même le moins con des journaux télé, ne manquent pas d'intérêt. Celui paru le 16 mars a retenu toute mon attention. Son titre ? "C'est quoi être de gauche aujourd'hui ?".

La question s'imposait, au moment où il paraît assez difficile d'essayer de glisser une feuille de papier à cigarette entre le programme de Jospin, censé être de gauche, et celui de Chirac, qui représente indéniablement la droite à l'élection présidentielle. "Télérama" l'a posée à plusieurs "personnalités" et le moins qu'on puisse dire, c'est que les réponses ont été diverses et variées.

Parmi elles, celle de Jérôme Deschamps, metteur en scène, pour qui être de gauche, c'est d'abord "garder intacte sa capacité de s'indigner". Une formule assez belle, mais qui risque de trouver rapidement ses limites. Car, de ce point de vue là, on sait encore faire et on sera tous à peu près d'accord pour estimer qu'il y a de nombreuses raisons de s'indigner... Le cinéaste Manuel Poirier ("Western") affirme, lui, qu'être de gauche, "c'est toujours s'opposer", ce qui peut aussi paraître un peu court.

Car la vraie question, le vrai clivage, se situent ailleurs et on les retrouve à chaque page du dossier de "Télérama". A savoir : peut-on être de gauche sur le plan politique sans l'être sur le plan économique ? Laurent Fabius ou Dominique Strauss-Kahn, entre autres, sont assez représentatifs de ces nouveaux "Dr Jekill & Mister Hyde" de la classe politique. Le second nommé, interviewé par l'hebdomadaire, réfute pourtant cette étiquette de "social-libéral" dont certains n'hésitent pas à l'affubler, mais sa défense de l'économie de marché et du productivisme le met d'emblée en porte à faux. DSK se réclame du "blairisme" grand-breton et ce que l'on en sait de ce côté-ci de la Manche ne fait pas véritablement envie.

Mathieu de Brunhoff, pédiatre de son état, lui répond en écho : "Etre de gauche, c'est également respecter le service public. Ne réformer l'enseignement qu'en passant par les enseignants eux-mêmes, renoncer aux privatisations des transports au regard des catastrophes britanniques en ce domaine, ne pas économiser au détriment de la santé publique en rognant sur le personnel des hôpitaux ou de la médecine scolaire". C'est encore opposer des barrières au libéralisme économique effréné en imposant une taxe sur les mouvements des capitaux, s'en tenir à des retraites épargnées par des scandales de type Enron ou refuser les licenciements pratiqués par des entreprises juteuses comme Michelin ou Danone...

Alors, évidemment, quand on entend parler d'administration pléthorique ou de réflexes corporatistes des fonctionnaires ou, pire, quand on le lit dans le "Peuple breton" (N° 458, p. 4) on sait en gros ce que cela signifie. C'est un angle d'attaque classique contre les services publics, un discours du même tonneau que ceux de Jean-Marc Sylvestre, à 7 heures 25, sur "France Inter". Et le remède que l'on propose, le "détricotage", prend des allures de casse programmée, planifiée : on sait de quelle manière la Dame de Fer a "détricoté" les services publics britanniques et on en connaît le résultat. Et on se souvient alors que la droite insiste beaucoup pour " dégraisser " les effectifs de la Fonction publique, tout en réclamant toujours davantage de gendarmes, de policiers ou d'hospitaliers et sans jamais préciser quels sont les secteurs à "dégraisser", pardon, "détricoter"...

En Bretagne, on sait bien ce que cela entraîne en réalité : la fonte des effectifs de fonctionnaires, réputés "pléthoriques", a des effets immédiats sur tous les services de proximité les plus fragiles, car les moins "rentables". Cela se traduit par des fermetures de perceptions rurales, de bureaux de poste, de petits hôpitaux et de petites maternités, des suppressions de lignes ferroviaires, d'écoles publiques, bref par une désertification accélérée de nos bourgs et de nos campagnes.

Il est de bon ton, très "mode", de "ringardiser" tous ceux qui tentent assez désespérément de s'opposer à de telles évolutions. Les réflexes des fonctionnaires, sont alors, forcément, "corporatistes" et il ne vient pas à l'esprit des promoteurs de ce "social-libéralisme" destructeur que ces fonctionnaires peuvent tout simplement avoir une certaine idée des missions qui leurs sont confiées.

Si la "refondation", encore un mot à la mode, de la gauche, est à ce prix, je me demande s'il faut vraiment "refonder". Il y a sûrement beaucoup à faire, le chantier est vaste, mais cette gauche refondée, même parée de vertus démocratiques et d'idées généreuses, n'est pas la mienne.

Pierre MORVAN
Candidat UDB aux législatives
Lannion-Paimpol

Les adresses à utiliser

UDB
le parti d'une Bretagne autonome

Pour adhérer :
UDB - B.P. 80722
44007 Nantes cedex 01

Pour écrire :
UDB - B.P. 203
56102 Lorient cedex

Pour adresser un fax :
02.97.84.85.23

Site internet :
www.geocities.com/udb.geo

E-mail :
udbbzh@voila.fr


LES BRETONS LES PLUS POPULAIRES:
DE KERSAUSON, HINAULT ET PPDA...
(d'après un sondage ouest-france)
DÉGAGE, LE BLAIREAU! TU PUES!
GÉRONIMO
C'EST MIEUX QUE JEAN KERGRIST YANN GOASDOUÉ ET KOFI YAMGNANE!
LES TÊTES (GROSSES) ET LES JAMBES!
SOLIDAIRE
2
1
3
NONO

Le genou de Pirès ou la démocrassie

La campagne pour l'élection présidentielle bat son plein. Plein de candidats. Plein de petites phrases assassines ou nauséabondes. Plein de micros tendus par plein de journalistes désireux d'occuper pleinement le terrain. Pourtant, l'observateur un tantinet curieux qui ne s'en laisse pas compter par le bruit médiatique est immanquablement pétrifié par le vide vertigineux qu'il découvre et contemple sans n'y rien pouvoir. Les petites phrases sont vides de sens politique. Le débat est vide des questions cruciales du temps. Les journaux, qu'ils soient écrits, parlés ou télévisés, sont pour la plupart vides d'analyses pertinentes sur le vide de cette campagne et la manière de le combler enfin. Tout ceci ne serait pas grave si n'était l'électeur.

A-t-on jamais connu en France une campagne aussi ennuyeuse ? Même avec Giscard ou Pompidou on s'emmerdait moins ferme. A-t-on jamais vu, dans un moment qui devrait être surchargé de débats profonds et passionnés, des bulletins d'informations radiophoniques ou télévisés consacrer plusieurs minutes au genou endommagé d'un joueur de football, fut-il au sommet de son art ? Qui parle vraiment du poids exorbitant de l'économie et de la finance dans la société, de l'éducation comme priorité face au délitement social, de la manière de gouverner autrement que par le moins-disant politique, de la politique culturelle que nécessite la résistance à l'uniformisation du goût ? Il est bien plus facile de tenter de nous convaincre que tout cela n'intéresse que quelques enragés voulant gâcher la fête. Qui parle vraiment de l'Europe, à l'heure où se profilent son élargissement et l'inévitable révision politique qu'il suppose, de la reprise en main de la planète par le gendarme du monde et son concept de guerre totale et sans fin, du fossé sans cesse élargi entre le Nord opulent et le Sud misérable ? Ceci n'intéresse que ceux que la société de consommation et son lot de puissants dérivatifs n'a pas encore réussi à anesthésier. Alors, parlons plutôt de l'insécurité et de ce qu'il convient de faire – sans s'attaquer à ses causes profondes, faut pas trop en demander – pour conserver les doucereux acquis de la civilisation ludico-marchande.

Les hommes politiques d'aujourd'hui n'auraient-ils plus de politique que le nom ? La question n'est pas saugrenue. Quand la politique consiste à caresser l'électeur dans le sens du poil, à lui dire ce qu'il veut entendre, elle est dévoyée. Chaque fois que les gouvernants agissent dans le sens d'une opinion publique interprétée par les sondeurs, autant approximatifs qu'inévitables, ils renient la définition même du politique. Lorsque d'anciens ministres, s'apprêtant à le redevenir vite, avouent sans fard qu'il leur faut travailler pour la part de la population qui possède et qui vote, les deux semblant aller de pair inéluctablement désormais, ils bafouent purement et simplement les fondements mêmes de la démocratie[1]. Le problème est là : une frange croissante de la population n'intéresse plus la politique et la plupart des hommes qui la pratiquent au sommet. Cette frange est constituée de tous les individus qui se débattent quotidiennement avec la précarité savamment orchestrée depuis vingt ans et que l'on se propose de développer encore. Ce n'est pas pour ces modestes gens que le discours sécuritaire est forgé. Ce discours ne les touche pas. Ils préféreraient de loin qu'on leur cause de leur assiette, de leur logement, de leurs fins de mois.

La politique est honteuse en même temps qu'elle est devenue une profession. Il faut construire le politique, c'est-à-dire l'émergence du pouvoir en tant qu'émanation du mouvement citoyen, lui-même fait de ce que vivent, pensent et veulent réellement les peuples et non ce que veut une minorité de possédants aux intérêts économiques et financiers trop bien compris par la classe politique de ce début de millénaire. Est-on si sûr que l'exemple berlusconien restera un exemple tout italien ? La France a aussi ses hommes d'affaires puissants dont l'empire grossit à vue d'œil en même temps que leur désir de contrôler l'information, valeur suprême de notre époque. On ferait donc bien d'écouter le citoyen. Les journalistes qui préfèrent trop souvent regarder là où on leur dit de regarder ou qui regardent d'eux-mêmes où tout le monde regarde, auraient pu voir, le mois dernier à Barcelone, une manifestation de 300 000 personnes contre l'Europe telle qu'elle se fait et pour l'Europe telle qu'elles la veulent. Le mouvement citoyen existe et les journaux n'en ont pas été informés ! En fait, ils l'étaient, mais ont négligé de nous en rendre compte comme il se devait, pensant que nous ne pouvions nous intéresser à un tel événement. Ah ! que n'y a-t-il pas eu du grabuge comme à Gènes. Ils y seraient tous allés pour ensuite baver abondamment sur tous ces trublions qui refusent de croire que le salut de l'humanité tient dans la main invisible et ferrée du Marché tout puissant.

C'est tout bonnement de démocratie dont il est question. La démocratie n'est pas chose naturelle. Elle se construit patiemment par une longue pratique vigilante du plus grand nombre afin qu'un petit nombre ne la confisque à son profit avant de la supprimer peut-être un jour. Laissons passer les élections, tant il est vrai que les campagnes y menant sont peu propices, malheureusement, à la construction démocratique. Pourvu que Zizou ne se réveille pas, un beau matin d'entre les deux tours des présidentielles, atteint d'un priapisme inguérissable. Pour le coup, on songerait peut-être à repousser l'élection du premier personnage de l'Etat. Il va nous falloir, quoiqu'il en aille dans les prochaines semaines, patienter encore avant de saluer l'érection de la démocratie.

Yann FIÉVET

1 – Le dernier livre de DSK est à ce propos des plus édifiants. Ne souhaitant pas lui faire de publicité, nous laisserons le lecteur chercher lui-même cet ouvrage présent dans toutes les bonnes librairies. Après l'excellente critique que Serge Halimi en a fait dans le numéro de mars du "Monde diplomatique", nous pensons que tout est dit.

POBL VREIZH

Rann nav ha tregont :

Breizh, bro an dour brein ?

– Graet 'peus ur garg ! eme Mari Penneg da Anna an Olier a oa o tont eus stal marc'had bras Lanleger gant he c'harrigell "caddie" leun-kouch a voutailhadoù dour.

– Ya, Mari, graet 'm eus ur garg dour Menez-Are. Merket eo war ar boutailhoù : "dour eien, splann e giz an natur glan". Gwelet 'vo hag eñ eo gwelloc'h hemañ evit an dour kêr a vez servijet deomp gant ar sindikad hag a vez peurvuiañ c'hwezh fall ha blaz fall gantañ.

– Ya, gwir eo, eme Mari, n'eo ket gwall vat an dour kêr a vez gwerzhet deomp ha gwerzhet ker c'hoazh. Abaoe pell'zo dija ne roan ket eus an dour-se d'am bugale vihan, abaoe pell 'zo ivez ne ran na soubenn, na kafe gantañ.

– Se zo trist memestra, eme Anna, paeañ div wech an dour a vez roet deomp gant an natur, evit netra !

Pa oan bihan e veze evet dour mat er feunteunioù war ar maez e Bro-Dreger.

– Ya, eme Mari, ha bez e oa reoù brudet evit blaz saourus o dour. Chomet eo an anvioù "Feunteun Wenn"; "Feunteun Gaer"... Met siwazh ! alies a wech n'eus nemet dour fall enne bremañ.

– Tremen poent eo cheñch penn d'ar vazh ! eme Anna.

– Ma n'eo ket re ziwezhat ! eme Mari, en ur gimiadiñ ouzh he amezegez.

War he hent d'ar gêr e vemor Anna he bugaleaj e bro ar c'hleuzioù, an traoniennoù glas hag ar stêrioù sklaer ha glan. Penaos, emezi emaomp degouezhet er stad n'emaomp hiziv ? Arabat eveljust teurel ar bec'h war ur rummad tud hepken ha n'eus den direbech ebet en afer-mañ. Koulskoude eo ret ansav pegen drastus eo bet ar cheñchamantchoù c'hoarvezet el labour-douar abaoe hanter kant vloaz bennak.



Eus an aod vev d'ar c'hoad don

(Danevell diembann gant Fañch Tréger
Skeudenn gant Nanda Troman)

Diskaret ez eus bet ur bern gwez, distrujet ez eus bet miliadoù a gilometroù kleuzioù, eeunet ha skoueriet ez eus bet meur ha meur a wazh pe a ruzelenn. Hag a bep tu d'an hent ez eus taolennoù bev eus ar sonjoù emañ spered Anna o tarbar. Gwezenn ebet ken war ar c'hleuzioù rasket, touzet, krignet ha devet alies. En tu all dezhe n'eo ket ken parkeier a weler met plaenennoù douar noazh war-lerc'h maiz. En o c'hreiz flagennoù leun a zour hag evned-mor o nijal en-dro dezhe en ur grial.

– Ar c'hleuzioù-se, eme Anna dezhi hec'h unan, dispennet gant tud diskiant kuzuliet fall gant tud karget a skiant met gwerzhet gante o ene d'an arc'hant bras, ar c'hleuzioù-se a stourme ouzh an avelioù, a waskede al loened er parkeier, a sile an dour-ruilh goude ar barr hag e harze da vont war eeun d'ar rinieroù. En o lec'h e weler bremañ poulloù dour leun a nitratoù e-kreiz ar parkeier. Hag arabat en deizioù-mañ digeriñ prenestroù an otoioù na reoù an tiez, na lakaat dilhad da sec'hañ er-maez gant ar c'hwezh fall war neuñv en aer o sevel diwar an dour-hañvouez stlabezet war ar parkeier peurgarget hag a weler o luc'hañ evel pikoloù melezourioù kaoc'h. Respet deoc'h ! An atalieroù bras da sevel moc'h savet alies gant tud n'o doa ket douar a-walc'h evit stlabezañ o c'haoc'h ha kresket bep pemp pe c'hwec'h vloaz hep ma vefe doujet kalz d'an enklaskoù graet a-raok, an atalieroù bras-se o deus cheñchet rik labour-douar hon bro.

Eil-vaerez e Plouarmel, ur barrez e-lec'h ma 'z eus dek gwech muioc'h a voc'h evit a dud, Anna an Olier a oar mat petra a dalvez en enklaskoù-se digoret en tiez-kêr ha pegen diaes ez eo evit un dilennadez a-ziavaez al labour-douar lâret he soñj ha stourm ouzh kresk didermen ar c'hrevier-moc'h ken kreñv ma 'z eo levezon ar venajerien er c'huzulioù kumun war ar maez. "Arabat, emeze, herzel ar re o deus c'hoant da labourat da vont war-raok... Trawalc'h a dud dilabour a zo dija er vro... Evit derc'hel ar stalioù en o sav ha gounit e vuhez eo ret kreskiñ an atalieroù ha kement 'zo..."

Ha setu peurvuiañ e ro ar c'huzul parrez un ali a-du evit lakaat ar stalioù war o reizh. Ha ma ro un ali a-eneb ne vo ket degemeret gant ar prefed.

Ha pa vez reizhet an traoù e keñver ar pezh a sell ouzh lezennoù an endro e vez kresket tamm ha tamm ha hep aotre niver ar moc'h er c'hrevier ha pemp pe c'hwec'h vloaz goude e vez goulennet un aotre all evit sevel an niver a voc'h n'emaer e gwirionez o sevel e kuzh abaoe pell 'zo. Neuze e vo reizhet an traoù ur wech ouzhpenn gant ar prefed.

Setu evel-se e kresk dibaouez niver ar moc'h e Breizh hag ar saotradur da heul ha ne vo diskoulm ebet ma ne vez ket cheñchet buan penn d'ar vazh.

(Da vezañ kendalc'het)



AR BOLEMOLOGIEZH
Ar brezel lakaet da zarvoud sokial reoliek

E-kerz an XVIIIvet kantved, pa zeuas anat e zouje an endro da reolennoù resis, e soñjas da lod e touje ivez hor buhez sokial da seurt reolennoù. E-giz-se e voe lakaet al lezennoù emdreiñ kavet gant Darwin, da skouer, da dalvezout ivez evit ar c'hevredigezhioù. Bras e voe levezon an tech-se. Degas a rae an tu da gompren hon endro, met siwazh e oa ur si gantañ: dre sevel lezennoù hollek e vezer tuet da zisoñjal ez a kalz a draoù dibar d'ober hon endro sokial hag e c'heller ober fazioù drastus o efed pa lakaer re a fiziañs el lezennoù-se a zegas deomp eus skeudenn strishaet eus ar wirionez dre ret. Aet ez eus lod gwallbell gant ar c'hlask reiñ lezennoù d'ar vuhez sokial. Dielfennet e vez emzougoù an dud ganto evel ma vefent re loened mestroniet gant o anien. Emañ ar bolemologourien e-touesk ar re-se.

Evit ar bolemologourien ez eo ar brezel un darvoud sokial reoliek a c'hoarvez pa vez re a dud evit fiziout en holl anezho kefridioù er vuhez ekonomikel. Ul lazh-bugale diwezhataet e vefe. Ar pezh a vez lakaet da abegoù ar brezelioù ne vefe nemet digarezioù war o soñj. Embann a reont n'eus nemet ur mod da stourm ouzh dihun ar c'hoant brezeliñ: an dizarmerezh demografel. Hervezo e vefe hervezo berzañ ar brezel gant lezennoù etrebroadel ha kas tud dirak barnerien evit bezañ tapet kleñvedoù-red. Ne servijfe da netra ivez berzañ fardañ armoù pa ouezer eo bet graet lazhadegoù bras gant binviji ijinet evit ober labourioù all.

Displegañ a ra ar bolemologourien ar brezel gant arguzennoù divoutin. Ur wech an amzer e teufe er c'humuniezhoù tud ar c'hoant mont d'ar brezel, pe an asant dezhañ. Kreskiñ a rafe ar c'hoant kaout ar peoc'h adarre ur wech adkavet ar c'hempouez etre niver an dud oberiant hag ezhommoù an ekonomiezh, ha pa ne vefe ket bet tizhet palioù pennañ ar brezel. Displeget e vez prantadoù peoc'hus padus an XIXvet kantved en Europa evel efed an divroadegoù bras war-du an trevadennoù. Un divroadeg war-du ar bed-hont e vefe neuze ar brezel.

Ur mod da zastum klodoù

Evel-just eo anat eo bet lakaet alies an estrenvro (pe an estrenien diabarzh) da "vouc'hed ar pec'hed" gant ar gouarnamantoù pa ne vezont ket evit diskoulmañ kudennoù sokial ar vro ken, met n'eo ket evit-se e vefe an dibab-se abeg nemetañ an ezhomm brezeliñ. Penaos displegañ e vefe kenelioù peoc'hus ha reoù all brezelek war an douar ? Ar vrezelourien a vez lakaet da dud meur e kalz sevenadurioù hag an ezhomm bezañ gounit un dellezegezh a-zoare e-touesk e re a laka meur a hini da c'hoantaat seveniñ taolioù kur war an dachenn emgann pa vezer o vevañ e seurt sevenadurioù. E kenelioù 'zo evel an Achuared, da skouer, e Ekwator, e ranker lazhañ tud evit sevel gant an diri sokial. Kavout a reer er boblañs-se ar feur lazhadennoù uhelañ er bed. Saludet e vez en o c'hevredigezh o lavarout "Pujamik?" d'egile (Bev oc'h bepred?). Gwazed a eil renk e chom ar re ne zeuont ket a-benn da lazhañ. En eskemm, e vez dastumet kalz a vrud gant a re bet falc'het ganto meur a vuhez. Studiet pizh eo bet o mod bevañ gant an antropologour amerikan John Patton. Hervezañ e tenn o reolennoù da re ar gangoù er Stadoù-Unanet. Sachet e vez war-du ar gangoù tud a oar ne vint biken evit disheñveliñ diouzh ar re all dre c'hounit un diplom pe ur post-labour a uhel renk. Evit seurt tud e teu ar muntrañ da vezañ ur mod da c'hounit doujañs o nesañ. N'eo ket ar brezel efed un darvoud sokial reoliek, met ur mod implijet gant tud broudet gant o youl sevel da zastum klodoù er c'hevredigezhioù a laka izeloc'h eget ar vicher soudard ar c'hefridioù all a c'hellfe reiñ tu da dizhout un hevelep pal.

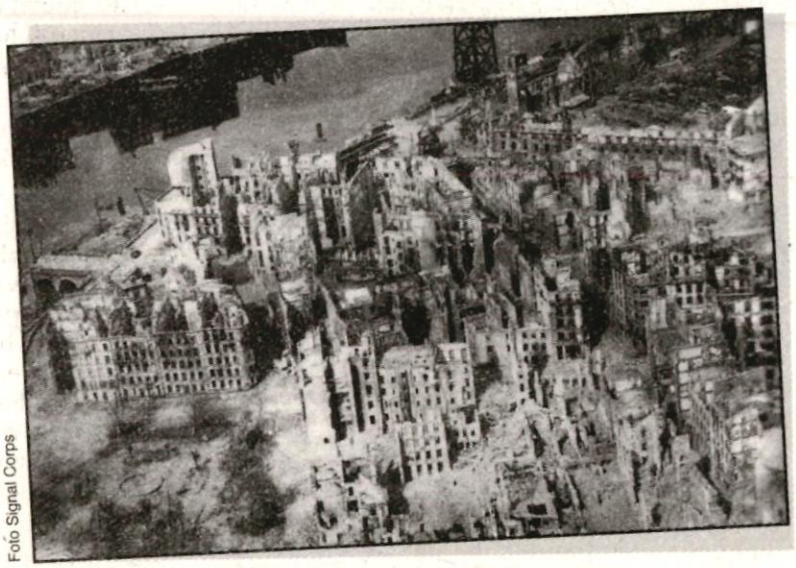


Foto Signal Corps

Kreiz Brest, Gwengolo 1944.

Speredoù da zoareañ

Peadra a zo da gompren ne zeuer ket da vezañ kadourien dre anien zoken. Ur vojenn eo entan ar poblañsoù pa voe bet embannet an engalvadeg hollek e 1914. Gouzout a ouzer bremañ e veze enkrez gant ar braz eus an du ha n'eo ket youl stourm. Mont a raent d'an emgann en desped dezho. Evit ober kadourien eus ar braz eus an dud e ranker doareañ o spered evit-se. Displegañ a ra un ofisour amerikan deut da vezañ psikologour penaos ober eus danvez-soudarded lazherien enebourien. Ne zeuint ket da vezañ efedus war an dachenn emgann ma ne vez ket gwallgaset didruez o fersonelezh er c'hampoù gourdoniñ. Dister e vefe niver ar soudarded gouest da dennañ war an enebourien ma vefent kaset war an talbenn hep hentennoù a laka anezho da asantiñ lemel o buhez d'ar re all hep lakaat e askre da c'houzañv. Merzet e oa bet da heul emgann Gettysburg e oa chomet karget 90% eus ar 27.000 a fuzuilhoù dastumet war ar soudarded diskaret, ar pezh a laka da gompren ne zeue ket a-benn ar braz eus ar soudarded da dennañ evit lazhañ war-lerc'h bukañ o fuzuilh war un enebour. Jedet e voe goude-se ne veze gouest da dennañ hep lakaat ar boledoù da vont a-ratozh e-biou d'an enebour, nemet 15% eus ar soudarded. Ampart kenañ e voe an Arme Amerikan evit kavout un diskoulm d'ar gudenn. 55% eus he soudarded a veze gouest da lazhañ e-pad brezel Korea, 90% e-pad brezel Vietnam. Meur a hini a zistroas eus ar brezelioù-se klañv o spered.

Paol AR MEUR

●

Critique de la polémologie, une science qui fait de la guerre un phénomène social survenant quand une économie a besoin d'une respiration démographique.

PRODUIT EN BRETAGNE

D'an 8 a viz Meurzh, diouzh ar beure, he deus dalc'het ar gevredigezh "Produit en Bretagne" he bodadegveur e Palez an Donvor Sant-Maloù. Bodet oa eno ur c'hant bennak a renerien embregerezhioù. Diwezhatoc'h e oa kalz muioc'h a dud, en o mesk kelaouennerien, pa voe roet ar prizioù a yeas gant ar c'hevredigezhioù-mañ : - Patisseries Gourmandes (evit o gwastell laezh Ker Cadelac) - Aetho (o fatatez fritet Bret's, gant pebr malet) - Compagnie Artique (o c'hranked farset skornet) - Brasserie Coreff (o bier melen uhel vervet) - Even (o c'heuz gwenn Mamie Nova gant frouezh) - Panavi (o baraoù bihan kromm Oscar Mondo).

Pep hini eus al loreidi a roas titouroù war e embregerezh hag eus e zoareoù da labourat. Talvoudus oa evito, anat,da vezañ gonezet ur priz "Produit en Bretagne".

Krouet eo bet ar gevredigezh "Produit en Bretagne" e I993 hag e kont bremañ II5 kenezel, gant 74.298 implijad gopret ganto. 8I ezel a zo farderien-voued, met bez' ez eus ivez gourstalioù-ingalañ (Casino, Cora, Géant, Intermarché, Scamor-Leclerc, Système U Ouest...), obererien dilhad evel Armor Lux, aozadurioù servijoù (bankoù, asurañsoù, tiez-chalbotat) ha kevredigezhioù oc'h embann ha skignañ levrioù ha pladennoù (an Here, Coop Breizh, Le Chasse-Marée/Ar-Men, Keltia, embannadurioù Le Télégramme ha Ouest-France...)

Kevreet eo ivez outo ar Festivalioù etrekeltiek, ar Serr-Noz, an Erer Kozh.

Bras eo startijenn embregerien P.E.B., pezh a santer mat en o bodadegoù. Ur burev kourateretzh o c'huzuilh e-keñver ar bruderezh. Dibabet o deus al lugan "Toute la Bretagne que j'aime", panelloù a staliont war vord ar gourhentoù, kemennoù a lakaont er c'helaouennoù, traktoù a ingalont, er skingomz e vez kaoz anezho, oberezhioù a reont er stalioù bras, lakaat a reont liseidi da brederiañ war gudennoù kenwerzhel, aet int nevez ' zo betek Budapest da ginnig o c'henderc'hadoù...

Prizioù a reont evit ar pladennoù hag al levrioù ivez. E 200l eo aet ar maout gant ar Strollad Bugel Koar evit "Ar Solier", gant embannaduricù An Here ha Palatines evit al levr "Karregadoù ha maenadoù kaer", gant embannadurioù Ouest-France evit labour E. ha P. Jade diwar-benn Mathurin Méheut.

Tud a zo damchalet o welout krouidigezhioù lennegezh pe sonerezh lakaet da varc'hadourezh. N'eo ket eeun ar gudenn. En un doare, an embregerien a skoazell ar brezhoneg da vont war dachennoù foran, komprenet o deus ez eo talvoudus hevelepted Breizh ha kalz anezho a zo aet da harpañ an intrudu "Ya d'ar brezhoneag. Evito ivez he deus Breizh pemp departamant ha kreskiñ a ra niver o izili el Liger Atlantel: eno war a seblant ez eus kevezerezh start etrezo hag o c'henseurted a Vro-Vañde.

Gant an arvarus m'eo bepred stad armerzh Breizh eo abouez o stourm hag a wisk a-wechoù doareoù aloubus ha tagus ar c'henwerzh a-vremañ. Met evito an hevelepted hag ar yezh a rank bezañ difennet, en ur chom bepred digor war ar bed.

Evit ar batromed nevez-se, n'eo ket hepken ar sevenadur a c'hell bezañ un atiz d'o labour. War ar sport en em harpont ivez. Da skouer e skoazell Gilles Falc'hun, rener an embregerezh Sill, bag Roland Jourdain, reder ar "Vendée-Globe" hag "Hent ar Rom" ha gonezet gantañ an "Arouez-trec'h Jacques Vabre". Setu bruderezh azoare evit an embregerezh.

Klevet vo anv c'hoazh eus embregerien "Produit en Bretagne", rak un elfenn int eus diorroadur Breizh ha ganto ivez e c'hell bezan talvoudekaet he hevelepted. Ne oa ket displijus ne vern penaos klevout o frezidant Jean-Claude Le Gall o klozañ divizoù ar beure en ur lavarout "Poent eo deomp mont da zrebiñ", e brezhoneg mar plij.

P.A.B.

D'AN UNNEK A VIZ GWENHOLON

Nag er blezad daou vil unan,
'barzh ar Stadoù-Unanet
D' an unnek a viz gwenholon,
an douar en deus krenet

D' an unnek a viz gwenholon, e
enezenn Manhattan
Ne oa nameit tan ha moged, nameit moged ha tan

Ne oa nameit tan ha moged ha
spont e kalon an holl:
Oaet eo ar bed a-bep eil penn,
oaet mabden da vout foll

Perak eman ret deomp gortoz
ken a zay ar gwalleurioù
Evit digor hun daoulagad, reiñ
lusk d'hur speredoù

Diar tri den a gerzh er bed, unan
'vez el largentez
An neu arall a vev bemdeiz er
vrasañ paourentez

Meur a boblad 'man bet ret d'he,
evit chom bev àr an douar
Gwerzhiñ o c'horf hag o eneñv
da duchentil an dollar

Jorj BELZ

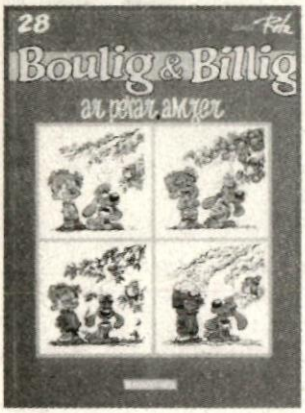
Anv oa bet war ho kazetenn, pa oa deuet er-maez, eus ma oberenn e galleg, «*La Langue bretonne en quête de l'égitimité*», diazezet war ma skiant-prenet en deskadurezh.

Daou vloaz goude e chom c'hoazh un toullad skwerennoù ganin er gêr. Koulskoude, ma'c'he eo un tammig diamzeret bremañ ar statistikoù a gavez e-barzh al levr, e talv atav an dezrann am eus graet eus stad ar yezh er gelennadurezh. Hag al lodenn war amzer da zont houmañ a zalc'h bepred !

Setu perak am eus graet ma soñj gwerzhañ ar skwerennoù a van war zistaol adalek diez kentañ ar bloazmañ : 6 euro 'tre-tout, gant ar mizoù-kas. Chekenn da gas du-mañ : Erwan Evenou, Kerozeg, 56320 Ar Faoued.

Ul levr da lenn ha da ginnig. Trugarez d'ar brenerien.

✦ Boulig & Billig : ar pevar amzer



Ur Boulig ha Billig all. Netra nevez, a lârit-c'hwi. Nemet eo skrivet hemañ e brezhoneg a-drugarez da skipailh Barr-Heol. 46 pajennad a istorioù ar paotr bihan hag e gi blevek ha skouarnek. Peadra da reiñ c'hoant d'al lennerien vihan da zizolieñ ar c'houlzoù-blouz, evel ma ra an harozed. Ouzhpenn treiñ o deus graet Arno Elegoed hag e vignoned. Lakaat liv ar vro war ar skridoù. Douetus n'eo ket Roba, treser al levr en dije skrivet : Gant Isabel ni yelo pell "pe" strakal brulu war ar menezioù Are…

Ul levr dedennus evit ar vignoniezh hag ar spered fent a zo e-barzh. An hini a blij dezhañ doare tresañ Roba hag e ijin evit sevel troioù-kaer an harozed-mañ a gavo marteze abeg en nebeud pajennoù skañv, dezho un dresadenn nemetken.

Pell goude embann levrioù Yakari e oa poent kaout traoù nevez e brezhoneg, liv ar yaouankiz wurno.

L.D.

(Bannoù-heol, éditeur, 140 rue de Pont-L'abbé, 29000 Kemper, 8,5 €)

MARVAILHOÙ,KONCHENNOÙ HA KONTADENNOÙ

Mat-kenañ eo adembann traoù kozh ha talvoudus. Da skouer evel levrioù Erwan ar Moal ha Yann ar Foc'h. "*Pipi Gonto, marvailhoù*" a oa bet savet gant Erwan ar Moal,un Tregeriad, (ganet ha marvet e Koadoud, 1874-1957) anavezet mat evel skrivagner ha stourmer,dindan meur a lesanv,da skouer «Dir-na-dorr».

Mat-tre e vo evit al lennerien nevez kaout al levr-mañ. Siwazh,perak cheñch ar skrid? Pal Dir-na-dorr a oa sklaer, (*Eur gir a-rok*, 1925) :

"*Red eo, dre forz levriou brezonek,embannet e pep rann-yez,lakât da c'hoarveout kement-mañ : ma lenno pep-hini ac'hanomp rann-yez egile, ha ma savo ; ac'hane,a damm da damm,ar yez skrivet,an hevelep hini dre-holl, ar Brezoneg*".

Al levr a oa embannet da gentañ e 1902, adarre e 1908. Hag evit ar wech diwezhañ e 1925. Embannadenn 1925 a zo bet kemeret evit an hini nevez. Met e fin al levr e vo kavet *"Eveziadennou"* o lavar dimp penaos eo bet "nevesaet" ar skrid. (Gant piv?) Dipitus eo. Ur bern notennoù,e spered *"Eur gir a-rôk 1925"* a oa.Tennet int bet kuit. Ar re-se a ziskoueze strivoù Erwan ar Moal evit sevel ur yezh "*ar Brezoneg*" ! Gwelloc'h e vije bet advoulañ embannadenn 1925 mod ma oa. Mat e vije bet ivez lakaat un ger bennak diwar-benn buhez,labour ha stourm an oberour. Spered *"Emgleo Breiz"* e vije bet. (Savet eo bet ul levr, e galleg, gant Henri Poisson).

◆◆◆

"Koñchennoù euz bro ar stêr Aon" a zo labour Yann ar Floc'h ; (Jean Le Page evit an ti-kêr!). Ganet ha marvet e Pleiben, 1881-1936. Ar c'hoñchennoù-se a zo bet embannet war gelaouennoù, etre 1903 ha 1811, evel Ar Vro, Ar Bobl, Kroaz ar Vretoned... Gantañ int bet dastumet en ul levr. Met al levr n'eo ket bet embannet nemet e 1950 gant Yann ar Gow, e genvroad.

Al lennerien nevez a gavo e *"Raklavar"* Yeun ar Gow, buhez ha labour Yann ar Floc'h. An den-mañ a oa a-eneb doare skrivañ KLT. (An darn vrasañ eus e labour a oa bet embannet a-raok ar brezel I4). E 1950 e oa dibabet ar C'HLT gant Yeun ar Gow. Daoust dezhañ bezañ embannet e ZH. (*"Aotreet oun bet, gant intañvez ha bugale Yann ar Floc'h, da embann e gontadennou e doare-skriva KLT"*). Bremañ, evel just, eo bet lakaet e doare-skrivañ skipailh "Emgleo Breiz".

Daou levr, lennet ganin paseal hanterkant vloaz 'zo, memes tra ! Ar skridoù-se a zo bet skrivet evit besañ lennet gant ar "vrezhonegerien", tud o komz brezhoneg bemdez, hep besañ bet "desket" ar yezh dezho. Levrioù mat evit tud hon amzer-ni, koulskoude.

◆◆◆

Marvailhoù adarre gant ar skrivagnerez Yao-Hernandez. Bet ganet e Aod an Olifant. Evel just kontadennoù he bro, "*Aya hag ar pagn du*", ul levr lakaet e brezhoneg gant Erwan Brenn. Ha skeudennet-brav gant Anna Danto. Eizh kontadenn. N'omp ket kén e Breizh, plijus da lenn ha kentelius !



(E galleg e vez kinniget al levr-se ivez.) Ul levr evit ar vugale...hag evit o zud hag o zudkozh.

Glaoda MILLOUR

Dir-na-Dorr ,Erwan ar Moal. *Pipi Gonto*. 245 p., 16 euro. Emgleo Breiz.

Yann ar Floc'h. *Koñchennou euz bro ar stêr Aon*. 326 p. 22 euro. Al leur nevez. Emgleo Breiz.

Yao-Hernandez. *Aya hag ar pagn du*. 69 p. Ar skol vrezoneg. Emgleo Breiz.

AL LIAMM

Niverenn 330



Ur blijadur eo d'al lennerien degemer bep daou viz ur pikol niverenn a 128 pajenn, keleier e-leizh enni.

En hini ziwezhañ e vez roet ur plas brav d'ar studiadennoù : unan war an inizi Faroe, gant Soaz an Tieg, unan all diwarbenn Bécassine, gant Jacqueline Gibson, un drede war zizoloadenn an insulin, gant Yvette ha Yann-Ber Perrot. A-hend-all e kinnig Yann Gerven un notenn yezh, "ar pal e brezhoneg". Testennoù ar vachelouriezh a gaver ivez, evit 2001. Da echuiñ e kavor dudi bras gant skrid Gwenael Morio, "Amzrec'had" : setu dalc'h ar c'hoari taolennet er pennad : sevel frazennoù a c'heller lenn kleizdehou ha dehou-kleiz hep koll ar ster. Sed unan eus ar skouerioù : Ro da gador". Ur skouer damheñvel a zo bet meneget gant Ouest-France nevez ' zo : "20.02.2002".

Gant Yannig Kerleon omp kaset "war an talbenn e Diskmuid e 1915" ha gant Per ar Bihan war roudoù ar Seizh Sant, e teirvet lodenn e veaj.

N'eo ket bet ankounac'haet ar skridvarnerezh : Gwenvred Latimier-Kervella a ro he soñj war "Harry Potter". Gant J.K. Rowling eo bet savet endev pevar levr o kontañ buhez ar sorser yaouank hag ur film a zo bet savet da heul gant Chris Colombus. Jakez Derouet a ro e brederiadennoù goude bezañ lennet levr Kristian Hamon "Les nationalistes bretons sous l'occupation". Lakaet eo bet dek pajenn ar skrid e brezhoneg gant Herve Latimier ha n'heller ket chom nep lenn an dielfennadur heverk-se eus dibaboù hag emzalc'hioù "bloavezhioù an dalc'herezh".

Darvoudoù ha tudennoù iskis a zo taolennet e-barzh danevelloù Youenn Gwernig (Ar poupig koar), Herve ar Bihan (Meussieu Fulup) ha Dominique Allain (Alien 36). From, hud ha preder a gaver e barzhonegoù Paskal Tabuteau, Herve Seubil-Kernaudour ha Jean-Yves Broudic.

Kinnig a ra ar gelaouenn koumanantoù-bruderezh evit 25 euro, da gas da Herve Latimier, 27 Bali Laenneg, 35000 Roazhon.

Marzhin GROGENNEG

Une absolue nécessité : Un Etat palestinien

Pour la première fois, en janvier dernier, la cote de popularité de Sharon est tombée en Israël sous la barre des 50 %. Elu pour faire la paix, il enfonce chaque jour un peu plus son pays dans la guerre. Pourtant il n'y a qu'une solution pour sortir de l'engrenage meurtrier dans lequel sont happées les populations israélienne et palestinienne, c'est l'existence de deux états (donc d'un état palestinien) dans des frontières sûres et reconnues. De plus en plus de voix se font entendre dans ce sens.

Des avancées diplomatiques

En 1947, par la résolution 181, le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. adoptait le principe de la division de la Palestine, alors sous mandat britannique, en deux états : un état juif et un état arabe, avec un statut international pour Jérusalem. Le 14 mai 1948, à la veille du départ des Britanniques, l'Etat d'Israël est proclamé de façon unilatérale. 54 ans plus tard, la création de l'Etat arabe de Palestine n'a pas encore eu lieu.

En 1967, après la guerre des "six jours" qui se termine par l'occupation par Israël de la Cisjordanie avec Jérusalem-Est, de la bande de Gaza et du plateau du Golan syrien, est adoptée la résolution 242, prévoyant le retrait d'Israël "de" ou "des" territoires occupés (le texte anglais disant "of occupied territories"). Quelle que soit la version retenue, cela aurait pu ouvrir la voie à la création d'un Etat palestinien et étaye la revendication actuelle.

En 1973, à la suite de la guerre du Kippour, la résolution 338 prône des négociations en vue d'une paix juste et durable au Proche-Orient, ce qui suppose l'existence de deux états.

Les négociations se sont engagées en 1991 et ont abouti aux accords d'Oslo. Ils s'appuient sur les résolutions 242 et 338. Ils confirment la reconnaissance d'Israël par l'Organisation de libération de la Palestine. Par contre Israël, seul état dans le monde dont les frontières n'ont jamais été officiellement définies, s'est refusé à reconnaître un quelconque état palestinien. Certes les accords d'Oslo transfèrent à l'Autorité palestinienne l'exercice des pouvoirs civils, mais elle ne contrôle entièrement que 3 % des territoires occupés et plus de 70 % de leur superficie reste sous l'entier contrôle d'Israël. On est donc loin d'un véritable Etat palestinien. Après 1997 le processus de paix est bloqué. Mais l'extension des colonies israéliennes continue dans les territoires occupés, tant sous le gouvernement du travailliste Barak que sous celui du conservateur Sharon, en violant le droit international, en créant de dangereux précédents et en menaçant l'existence du peuple palestinien. Par sa politique de répression et de faits accomplis Sharon tourne aujourd'hui le dos aux accords d'Oslo et ne veut sans doute pas d'un accord négocié avec les Palestiniens. Comme le déclare un ancien chef du Shin Beth (la Sécurité intérieure israélienne), "depuis 1973, c'est Arafat qui ne cesse de se référer à la communauté internationale, qui exige l'application des résolutions de l'O.N.U. et nous, Israéliens, qui refusons."



Nono, avec l'aimable autorisation du "Télégramme".

Pourtant les avancées diplomatiques récentes constituent un fait très important. En février dernier, le prince Abdallah d'Arabie saoudite a proposé la normalisation des relations des pays arabes avec Israël contre les territoires occupés depuis 1967. Cette proposition a été reprise le 28 mars, par la conférence des pays arabes réunie à Beyrouth, mais a été qualifiée d'"inacceptable" par le gouvernement israélien. Quelques jours auparavant, le Conseil de Sécurité a adopté dans la nuit du 12 au 13 mars, à l'initiative des U.S.A., la résolution 1397 affirmant " la vision d'une région dans laquelle deux états, Israël et la Palestine, vivent côte à côte à l'intérieur de frontières sûres et reconnues " ; elle a été adoptée par quatorze voix : seule la Syrie, critiquée par l'ensemble des pays arabes, s'est abstenue. Cette résolution a été jugée positive par un proche conseiller d'Arafat. Même si l'ambassadeur d'Israël a estimé cette résolution équilibrée, elle est considérée par les diplomates comme un avertissement au Premier ministre israélien. Il reste, bien sûr, à l'appliquer, mais elle peut ouvrir la voie à une relance des négociations.

L'apport du mouvement de paix

Après un reflux marqué après le début de la deuxième Intifada (= révolte), le 28 septembre 2.000 et surtout après le 11 septembre, les mouvements pour la paix se développent à nouveau. En Israël, il y a plusieurs mouvements de paix, qui se prononcent pour le retrait d'Israël sur les frontières d'avant la guerre des six jours, la création d'un Etat palestinien, avec Jérusalem partagée entre les deux états et donc pour le principe de " la terre contre la paix ". Parmi ces mouvements, un des plus connus est celui de Shalom Arshav (La Paix maintenant) mais qui se distingue d'autres par son refus du principe du droit au retour des réfugiés de 1948.

Les femmes jouent un rôle important, avec des organisations comme la Coalition des femmes pour une paix juste, née en 1987 ou le groupe des Femmes en noir qui disent "Halte à l'occupation" de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Apparues en 1982, lors de l'intervention israélienne au Liban, les Femmes et mères pour la paix déclarent : "Nous n'avons pas

ramené nos fils du Liban pour les envoyer se faire tuer en protégeant les colons dans les Territoires occupés". Ces organisations de femmes, israéliennes et aussi palestiniennes, veulent la fin de l'occupation, se prononcent pour l'établissement d'un Etat palestinien au côté de l'Etat d'Israël sur la base des frontières d'avant juin 1967, pour la reconnaissance de Jérusalem comme capitale partagée des deux états, pour la reconnaissance par Israël de sa responsabilité (établie par des historiens israéliens) dans les conséquences de la guerre de 1948 et de la nécessité de trouver une solution juste au problème des réfugiés palestiniens.

Le mouvement de désobéissance qui se développe dans l'armée israélienne est aussi une reconnaissance implicite de la nécessité de créer un Etat palestinien en mettant fin à l'occupation des territoires conquis en 1967. A la fin de 2001, il y avait au moins trois cents objecteurs, parmi lesquels des conscrits et des réservistes (dont des officiers) qui refusent de servir dans les territoires occupés par respect de la justice et de leur pays, qu'ils sont prêts à défendre dans les frontières d'avant juin 1967. " L'existence d'Israël ne dépend pas de l'occupation. Au contraire. Le sionisme, aujourd'hui, c'est refuser de servir dans les territoires " déclare un conscrit élevé dans un milieu religieux. En septembre dernier a été publiée une liste de soixante-deux lycéens, futurs conscrits, condamnant la politique " agressive et raciste " menée dans les territoires occupés et refusant "de prendre part à des agressions contre le peuple palestinien".

Au niveau international, des voix se font entendre pour la création d'un Etat palestinien et pour une politique de paix. L'Union juive internationale pour la Paix, en France l'Union juive française pour la Paix ou l'organisation Brit Tzedek v'Shalom aux U.S.A., considèrent que toutes les colonies créées depuis 1967 sont illégales et doivent être restituées aux Palestiniens, les colons devant être rapatriés en Israël, qu'un Etat palestinien viable doit être créé avec Jérusalem-Est comme capitale, que la responsabilité d'Israël en 1948 doit être reconnue et se prononcent pour le principe (pas forcément effectif pour tous dans la pratique) du droit au retour des réfugiés palestiniens.

En Israël le mouvement de paix peut s'exprimer démocratiquement, en même temps que sont commis des violences de type fasciste dans les territoires occupés. Ce mouvement minoritaire se développe suffisamment pour que les autorités israéliennes favorisent la création d'un comité de soutien à l'armée israélienne ou organisent en France des galas de soutien à Tsahal, l'armée israélienne, encadrés par des gens du Betar, mouvement d'extrême-droite (au fait, avez-vous déjà vu en France des galas de soutien pour l'armée d'un autre pays?).

Des voix de l'intérieur du système

A l'intérieur de l'"establishment" israélien des voix s'expriment en faveur d'un retrait unilatéral des territoires occupés, ce qui est là aussi favoriser, même indirectement, la création d'un Etat palestinien.

Ainsi l'ancien ministre travailliste Shlomo Ben Ami prépare un "plan de retrait unilatéral" des territoires occupés, pour éviter une situation analogue à celle de la Bosnie ou de l'Afrique du Sud. Il souhaite un désengagement unilatéral avec une assistance multinationale, mais sans négociations, avec présence d'une force internationale dirigée par les Etats-Unis. L'ancien Premier ministre travailliste, Barak, a proposé un plan de retrait en quatre ans de 75 % des territoires palestiniens et de regroupement de 80 % des colons dans "sept blocs d'implantation" annexés à Israël.

Ces réactions parmi les travaillistes traduisent plus un souci de sécurité, avec l'idée d'une "séparation d'avec les Palestiniens" qu'une réelle volonté de paix et de justice. Certains souhaitent une frontière étanche le long de la "ligne verte" d'avant juin 1967, en annexant l'ensemble de Jérusalem et quelques gros blocs de colonies et en évacuant au-delà de la "ligne verte" la population arabe israélienne (1,2 million de personnes) pour créer un Israël "démographiquement pur".

L'ancien chef du Shin Beth, Ami Ayalon, est beaucoup plus net. Pour lui, "l'urgence c'est de se désengager inconditionnellement des territoires". Il déclare notamment : "Tant que la question n'est pas réglée, la région ne connaîtra pas la stabilité. Seul un Etat palestinien préservera le caractère juif et démocratique d'Israël. L'aide politique et financière de la communauté internationale, nous en avons besoin, oui, mais pour régler ce problème. Et celui des réfugiés : car tant que le problème subsistera aussi, même si existe un Etat palestinien, il pourrira nos relations".

Revenir à la table des négociations

L'actuel gouvernement israélien considère l'idée de "la terre contre la paix" comme la catastrophe à éviter. Le ministre de la sécurité intérieure déclare dans la presse qu'il s'agit de briser tout espoir pour le peuple palestinien. Certains dirigeants israéliens expriment ouvertement l'idée d'expulser l'ensemble des Palestiniens, au-delà du Jourdain, donc hors des Territoires occupés.

L'on ne peut accepter la mort de civils sous les tirs des Israéliens ou à la suite d'attentats-suicides. Mais il ne faut pas oublier que les autorités israéliennes ont pendant longtemps laissé faire les organisations islamistes (non-membres de l'O.L.P.) pour faire pièce à l'influence du Fatah ou des organisations palestiniennes de gauche. A chaque fois qu'un pas vers la détente s'esquisse, un attentat islamiste vient redonner un prétexte pour une répression accrue : ainsi un attentat qui vient de faire une vingtaine de morts a été perpétré après que les Américains aient demandé aux Israéliens de quitter les territoires sous administration palestinienne. Evidemment les attentats ne sont pas organisés par les Israéliens, mais, comme le déclarait récemment un pacifiste israélien, ceux-ci créent sciemment les conditions qui entraînent de tels attentats.

Lorsqu'un attentat est commis la répression israélienne s'abat non sur les organisations islamistes, mais sur les installations de l'Autorité palestinienne, lui enlevant le peu de moyens qu'elle a de contrôler les islamistes. En fait, Sharon, vise à se débarrasser de l'Autorité palestinienne et à éliminer politiquement au moins son Président, pour se retrouver en situation de confrontation avec les islamistes et pouvoir appliquer des mesures extrêmes qu'il espère voir acceptées par les pays occidentaux.

Il nous appartient de nous mobiliser pour que l'on n'en arrive pas là, pour qu'une force de paix et de protection soit envoyée en Palestine (à la demande de la France la résolution 1397 rappelle "la nécessité pour toutes les parties concernées d'assurer la sécurité des civils"), et pour que soient appliquées effectivement les résolutions de l'O.N.U. et qu'un Etat palestinien soit créé.

Y.J.

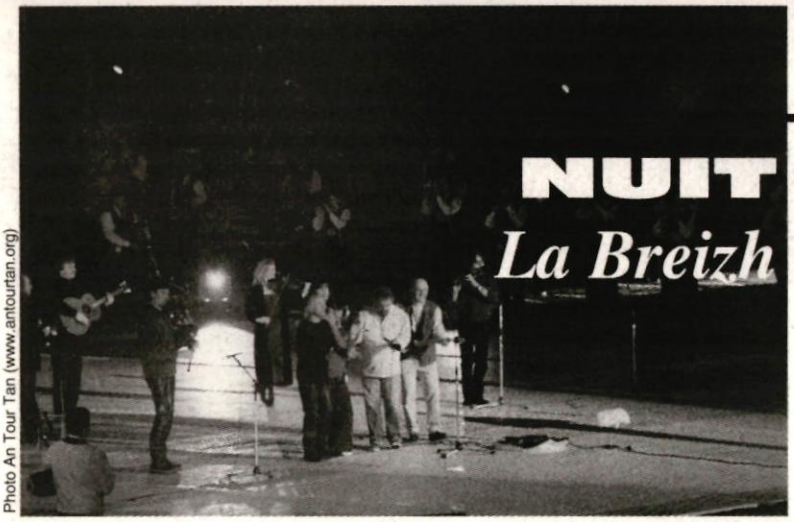


Photo An Tour Tan (www.antourtan.org)

NUIT CELTIQUE : *La Breizh Connection*

Les 15 et 16 mars derniers, dans un Stade de France plein comme un œuf, près de 100.000 personnes ont fait un triomphe aux deux premières Nuits celtiques organisées conjointement par le Festival interceltique et le Stade de France. Deux Nuits celtiques pleines d'images musicales fortes, chargées d'émotions à l'image de celles que connurent les dizaines de milliers de Bretons qui s'étaient déplacés pour applaudir le "gratin" de la musique celtique. Bref, deux nuits magiques.

Ils sont venus, ils sont tous là, les Bretons de la diaspora. Mais aussi ceux des cinq départements de Bretagne, pour le grand raout celtique, Saint-Patrick oblige.

Première impression, une grande kermesse à l'extérieur, avec boutiques de "marchands du temple" (frites, sandwiches, merguez...). Pourtant, une fois franchie la longue file d'attente, on se retrouve sur le parvis du stade, où un avant-goût de la "grand-messe" celtique est offert aux badauds. Présence de quatre scènes, aux quatre coins du stade, où se produisent des groupes comme Añjel I.K., Taxi Mauve ou Arz Nevez. Et les inévitables stands de souvenirs et gadgets (il n'y a pas de petits profits), ainsi que des stands de jeux bretons (palet, bazh yod, gouren...). Quand même !

Quand on pénètre dans le sein du sein, une impression de gigantisme vous assaille. 50.000 places, et tout autant de spectateurs, ça le ferait à moins. Sur une pelouse entièrement revêtue de bâches blanches, une scène qui paraît minuscule dans un coin du stade, et un autre plateau scénique, légèrement décalé. C'est là qu'officient durant deux soirs, les plus grands musiciens que compte la Celtie.

Après une ouverture intimiste avec une superbe gwerz de Yann-Fanch Kemener, voilà déjà une cascade de décibels égrenée par le Bagad de Lann-Bihoué au grand complet, lui-même suivi d'un pipe-band irlandais qui précède des danseurs de set-dancing. A la suite et sans temps mort, un Carlos Núñez déchaîné attaque une tonique "Costa de Galicia" suivie d'un andro. Entrée en scène du Bagad d'Auray, qui épaule Carlos décidément en pleine forme, sur "Aires de Pontevedra", tandis que de magnifiques images de la Galice défilent sur l'écran géant derrière eux.

Après deux ou trois morceaux de piano de Didier Squiban, un peu perdu au milieu d'une telle arène, une chorale galloise accompagnée d'un orchestre de cuivres et rejointe par un pipe-band écossais, entonne un magistral "Amazing Grace" repris en chœur par des milliers de bouches.

Fin de la première partie, qui manque un peu, hormis le bouillant sonneur galicien, de pêche. Si du côté des jeux de lumière, des poursuites lumineuses ou de la sonorisation, il n'y a rien à redire, en revanche on ne peut être aussi satisfait par la vision qu'on a des artistes depuis les gradins. Tout comme Didier Squiban et son piano, les musiciens semblent des nains sur la scène et si n'était leur apparition de loin en loin sur l'écran géant, on se sentirait frustré de ne pouvoir distinguer ni leurs instruments, ni leur visage. Idem pour les pauvres danseurs irlandais qui ont l'air de fourmis perdues sur une lointaine banquise.

Sans conteste, le spectacle pêche d'une certaine façon, par sa démesure et le gigantisme du stade. Seuls les mouvements d'ensemble des pipe-bands et des bagadoù tirent leur épingle du jeu et s'harmonisent parfaitement aux magnifiques jeux de lumière.

Heureusement arrive une seconde partie beaucoup plus tonique. D'entrée de jeu, les cinq bagadoù présents ce soir (Kemper, Pontivy, Auray, Locoal et Lorient) mettent le feu à l'arène et la soirée prend enfin son envol. Entrée en douceur de Gilles Servat, barde taillé dans le roc, avec "Marv eo ma mestrez". Avec lui, l'assemblée est d'emblée conquise. Quelle émotion lorsque 50.000 personnes reprennent en chœur avec lui le refrain de "La Blanche Hermine".

Enfin, cerise sur le gâteau, voici le maître, celui qui a su ranimer la flamme à l'aube des années 90, je veux parler de Dan Ar Braz, le guitariste aux doigts d'or. Derrière lui s'activent avec frénésie, qui Nollaig Casey au fiddle, qui Ronan Le Bars à la cornemuse, qui Gilles Le Bigot et Nicolas Quemener à la guitare ou à la flûte. Après un tonitruant "Faces of Spain", il est rejoint par la Galloise Elaine Morgan pour un "Borders of Salt" de légende. Puis c'est aux bagadoù de reprendre avec Dan "Call to the dance", qui voit les danseurs de Pont-L'Abbé enchaîner une suite de gavottes endiablées.

Changement de décor avec l'entrée en scène de Rita Connolly, la Dublinoise à la voix si expressive, qui entonne le morceau qui l'a fait connaître du public breton, "A'Ghrian". Elle est magnifiquement soutenue par les bagadoù, les chœurs gallois et l'ensemble de cuivres. Un morceau de toute beauté.

Et c'est déjà l'heure du final. Un Dan Ar Braz en super forme attaque l'inusable tube "Greenland's" rejoint, une fois encore, par l'ensemble des musiciens présents. A l'heure du rappel, le public exulte et en redemande.

En dépit de certaines imperfections inhérentes à ce type d'événements, en particulier le gigantisme d'un tel spectacle, ce fut une bien belle soirée. La reconnaissance d'une musique et d'une culture bien vivantes, qui ont suffisamment de ressources en elles-mêmes pour s'affirmer sur les scènes internationales.

De notre envoyé spécial :
Philippe COUSIN

Les Gallois et les Irlandais raflent les prix

Le 23e Festival du film et de la télévision celtiques a eu lieu à Quimper, du 20 au 23 mars derniers. C'est la quatrième fois qu'il avait lieu en Bretagne.

Au total, environ 500 personnes ont participé à ce festival, essentiellement lieu de rencontres entre professionnels venus des différents pays celtiques, dont la Galice, mise à l'honneur cette année.

Au départ environ 400 œuvres avaient été inscrites à la sélection à l'issue de laquelle 88 œuvres ont participé à la compétition finale, dans 16 catégories différentes dont le documentaire radiophonique, le reportage de radio et les nouveaux médias.

Sur les 88 œuvres en compétitions, l'Irlande, l'Écosse et le Pays de Galles, pays indépendant ou autonomes, en présentaient chacun plus d'une vingtaine, la Bretagne une bonne quinzaine et la Cornouailles sept seulement. Sur l'ensemble des œuvres, il y avait, entre autres, plus d'une trentaine de documentaires, six courts-métrages, cinq films d'animation et seulement quatre longs-métrages de fiction (mais parmi lesquels il y avait un long-métrage cournouaillais).



Photo Vivement Lundi/Stéphanie Priou

Film "Le dos au mur".

L'Ecosse, le Pays de Galles et l'Irlande présentaient des œuvres en compétition dans toutes les catégories ou presque. La Bretagne y a participé avec 16 œuvres, mais elle était le seul pays celtique à ne pas présenter de long-métrage de fiction. L'attente dure toujours de voir enfin un long-métrage réalisé en Bretagne, qu'il soit en français ou en breton.

Au total 19 prix ont été décernés sous la forme, traditionnelle depuis la création du Festival, d'un torque. L'Irlande et le Pays de Galles ont obtenu chacun six prix, l'Écosse et la Bretagne trois prix chacune. La Cornouailles n'a obtenu qu'un prix, mais non des moindres, avec le prix de la première œuvre attribuée à Mark Jenkin pour « Golden burn », long-métrage de fiction situé dans le cadre d'une collectivité qui lutte pour exister dans l'ombre du tourisme.

La Bretagne remporte le prix du documentaire factuel, attribué à Pierrick Guinard pour « Brezhoneg », film sur un siècle de langue bretonne, mais il s'agit de la version condensée de cinquante-deux minutes et non de la série de cinq émissions de même durée. C'est un réalisateur breton qui obtient le prix du film d'animation, domaine dans lequel la Bretagne tient bien sa place : il s'agit de Bruno Collet pour « Le Dos au mur », film de sept minutes très bien mené sur un petit homme-tronc métallique, arrêtoir de volet, dont la vie nous est contée. Le prix court-métrage a été attribué à « Reptil » de Pascal Stervinou. Ce film narre l'histoire d'un vieil explorateur malouin qui, sous l'emprise d'un sortilège infligé dans sa jeunesse, devient à la fois homme et caméléon. Le personnage est interprété, dans un magnifique numéro d'acteur, par Julien Guiomar. Il y a dix ans, Pascal Stervinou a déjà reçu un prix lors du même Festival, mais cette année-là au Pays de Galles, pour un autre court-métrage, « Fatum ». Il pense maintenant à la réalisation d'un long-métrage.

Le prix de l'Esprit du Festival, qui récompense souvent des œuvres marquantes, a été attribué à « Welsh in a week », film éducatif produit par Gwenda Griffith, co-produit par la chaîne galloise de télévision S4C : 15 personnes, issues de milieux très différents, ont en commun d'apprendre le gallois. Nous faisons leur connaissance, nous découvrons leurs raisons d'apprendre cette langue. Y réussiront-elles en l'espace d'une semaine ?

Le prix spécial du Jury, présidé par le Gallois John Hefin, réalisateur indépendant, a été attribué à « Play », court-métrage d'Anthony Minghella, sur un scénario du dramaturge Samuel Beckett : trois urnes sur la scène. De chacune d'elles sort une tête, un homme et deux femmes. Ces trois personnages racontent l'un après l'autre une histoire amère et le rôle qu'ils y ont joué. La caméra interroge chacune des trois têtes qui répondent pour se soulager de ce qui pèse sur leur conscience.

Le prix du long-métrage de fiction a été accordé à la réalisatrice galloise Sara Sugerman pour « Very Annie Mary ». Agée d'une vingtaine d'années, l'héroïne est gauche et secrètement rebelle. Elle vit avec son père veuf et tyrannique dans un village gallois. Une série de calamités à rebondissements permettra à Annie Mary de gagner une liberté bien méritée et de retrouver la beauté de son chant qui lui valut dans son enfance un prix à l'Eisteddfod. L'histoire est profondément et authentiquement ancrée dans la réalité galloise, avec l'importance du chant, le rôle des chapelles, les difficultés économiques d'aujourd'hui, mais cette réalité est présentée de façon souvent grinçante. Si l'occasion vous est donnée de voir ce film, ne le manquez pas !

En dehors des films en compétition, j'ai vu le premier long-métrage en langue cornique, « Hwerow Hweg » (« Doux amer ») d'Antal Kovacs, une histoire policière, pas très géniale malheureusement. J'ai vu aussi en avant-première « Per Jakez Helias » de Soazig Daniellou, film de 52 minutes co-produit par Kalanna et FR3. C'est vraiment du très beau et émouvant travail ! Souhaitons seulement qu'il ne soit pas diffusé en deux parties par FR3 !

Y.J.

Aperçu du palmarès de Quimper

Esprit du Festival : « **Welsh in a week** » (Pays de Galles) produit par Gwenda Griffith, film éducatif.

Prix spécial du jury : « **Play** » (Irlande) d'Anthony Minghella, court-métrage.

Première œuvre : « **Golden burn** » (Cornouailles) de Mark Jenkin, long-métrage de fiction.

Long-métrage de fiction : « **Very Annie-Mary** » (Pays de Galles) de Sara Sugarman.

Court-métrage : « **Reptil** » (Bretagne) de Pascal Stervinou.

Film d'animation : « **Le dos au mur** » (Bretagne) de Bruno Collet.

Film documentaire : « **Ellen Mac Arthur : Sailing through heaven and hell** » (Pays de Galles) de Steve Robinson.

Documentaire factuel : « **Brezhoneg** » (Bretagne) de Pierrick Guinard.

Programme jeunesse : « **There's no place like home** » (Irlande) de Marion Creely.

Feuilleton : « **Paths to Freedom** » (Irlande) de Ian Fitzgibbon.

Actualité : « **Scotland today** » (Ecosse) produit par Paul Mac Kinney et Geraldine Flanigan pour Scottish Television.

Un jour avec...

La défense de la personne contre les



D.R.

Jean-Bernard Vighetti.

Jean-Bernard Vighetti est directeur de l'Office de tourisme de Rennes, directeur artistique des Tombées de la Nuit ; il est à l'origine de nombreux concepts touristiques et culturels qui font partie de notre environnement. Maire de Peillac, une petite commune à la porte des landes de Lanvaux, il est élu depuis 1989.

Entre Piémont et Vilaine : parcours d'un Haut-Breton

Jean-Bernard est né à Guérande d'une mère bretonne et d'un père piémontais. *"C'est mon grand-père, forgeron aux Chantiers de l'Atlantique, qui m'a donné l'amour de la Bretagne, de sa culture, de ses valeurs"*. Cet amour-là, on sent bien qu'il l'a chevillé au corps et au cœur. *"Ma mère était de Basse-Bretagne, un pays un peu mythique... J'ai été élevé dans cette région de Saint-Nazaire, ouverte et tolérante, où on peut s'affirmer breton et socialiste"*.

Après une formation de géographe, le voilà, à vingt-cinq ans, agent de développement dans le Mené, le premier pays expérimental, en 1969.Il se passionne pour tout ce qui touche à l'aménagement du territoire et, un doctorat en poche, revient sur Redon où il observe une *"montée de sève"* et un *"refus des découpages administratifs aberrants"*. L'acharnement du CELIB décroche un aménagement du territoire breton. Mais que faire sur le terrain ? *"Avec l'appui des forces locales et du CELIB, se crée le Comité d'expansion du pays de Redon qui devient mon employeur.* ***Si vous pouvez faire quelque chose à Redon, vous pouvez le faire n'importe où ailleurs****, me dit mon patron. J'étais chargé du tourisme, un tourisme de cueillette, presque* ***colonial*** *tant le milieu était approprié par les gens de l'extérieur. Tout était à inventer !"* Alors, il invente, tant et si bien qu'en 1973, il est en charge du tourisme rural en Bretagne. *"J'ai tout de suite pensé qu'il fallait structurer le tourisme rural par bassin de vie, de manière à coordonner au plus près tous les acteurs d'un tourisme diffus... voilà l'origine de ce qu'on appelle les "Pays d'accueil" aujourd'hui... c'est à ce moment-là qu'on a lancé l'ABRI pour fédérer les loisirs de randonnée"*.

Avec Giscard, le centralisme sévit de plus belle. Les crédits de Vighetti sont supprimés au profit d'une politique départementale. Jean-Bernard ne sait pas encore que les pays renaîtront de leurs cendres et il accepte le poste de direction de l'Office de tourisme de Rennes. Belle occasion de réfléchir au tourisme urbain en créant, dans le même temps, la Conférence nationale du tourisme urbain : *"Elle a son siège à Rennes, ce qui est symboliquement important"*... et, dans la foulée, les "Villes d'art de Bretagne". C'est à ce moment qu'il lance les Tombées de la nuit, une fête destinée, à l'origine, aux Rennais qui ne partent pas en vacances.

Et puis, en 89, pour mettre ses convictions en pratique, il est candidat à la fonction de maire dans sa commune de Peillac.

Un développeur

Jean-Bernard Vighetti porte sur l'aménagement du territoire un regard humaniste. Et ça fait du bien. Interrogez-le sur le développement local, c'est d'amour qu'il vous parle : amour du pays, amour des gens. Le territoire ? C'est d'abord de sensations et d'émotions qu'il est question : le soleil qui se lève sur la vallée de l'Oust, le froissement des iris, les barques à la dérive. A la place d'un discours froid sur la compétitivité économique, vous aurez une vision chaleureuse de l'avenir, faite d'audace et de refus. De l'audace, il lui en faut pour affirmer *"l'absence de fatalité, la force des êtres face au poids des choses"*, pour poser les questions qui bousculent *("Quelle société veut-on ? et fondée sur quelles valeurs ?")*, pour donner à l'action un surcroît de sens collectif *("Le chant, c'est par lui et avec lui qu'on s'est re-*

Jean-Bernard Vighetti
normes, c'est le combat des Bretons

mis en route"). Le refus, il lui en faut pour dire *"non au laminage de la diversité, à la banalisation des espaces, des cultures, des paysages, des modes de vie".*

Derrière le discours enthousiaste, il y a une méthode, construite, rigoureuse, efficace.

D'abord, prenez un bassin de vie et apprenez à le connaître, à le comprendre. Faites l'inventaire minutieux de ses ressources naturelles, économiques, humaines. C'est par là que Jean-Bernard commence : il réalise le guide pratique des ressources à l'usage des pionniers du tourisme en milieu rural, collecte musique, chant, danse, costume, architecture... autant de sujets qui donnent lieu à des publications de qualité éditées par le Groupement culturel breton des pays de Vilaine.

Puis, valorisez l'existant ; débusquez la valeur cachée. En pays de Redon, cette valeur c'est : *"le respect de la personne accueillie, l'échange, la rencontre"*... et il crée le Festival d'art sacré pour valoriser les églises et les chapelles.

Simultanément, développez de l'identité pour *"décomplexer"*. Et il y en a eu, du travail à faire, dans un lieu que les gens eux-mêmes, il n'y a pas si longtemps, nommaient *"le pays des esclaves"* ! Là, le chant, *"avec sa fonction thérapique extraordinaire"* a été son levier. Mais qu'on ne se trompe pas, il n'a jamais été question de créer dans les pays de Vilaine une sorte de conservatoire d'identités. La stratégie de Jean-Bernard Vighetti consiste à mettre en perspective l'identité produite avec un projet de territoire ; celui-ci lui donne son sens et crée une dynamique, car *"pour faire germer une vision d'avenir, il faut porter sur soi un regard positif"*.

Enfin et toujours : décloisonnez, brassez les idées et les gens, communiquez, formez. Il applique ce principe en créant la première Université populaire rurale en Bretagne, le réseau des Fermes-Auberges, des échanges avec la Roumanie, le Québec.

Un militant culturel

"Il y a trente ans, je cherchais à connaître la culture bretonne... sans la trouver ; le travail des cercles celtiques était tourné vers la scène, moi, j'étais en quête de cette culture populaire pétrie de convivialité, de solidarité ; celle-ci n'était pas incarnée par la musique et la danse à l'époque". Jean-Bernard découvre l'oralité dans une soirée organisée par un curé. Les trois sœurs Réminiac le bouleversent. C'est l'époque de la rencontre avec les Noblet, Albert Poulain, celle des cahiers "Dastum", du lancement de la Bogue d'or, le grand concours de chant du pays gallo qui consacre, à Redon, les retrouvailles du pays avec sa culture. *"Les anciens sont là, les jeunes sont au rendez-vous, le contous et les mentous qu'on croyait disparus reviennent sur le devant de la scène".* Jean-Bernard est partout, il tient le micro, chante lui-même, organise, prend des notes, enregistre ; il exulte : *"C'est la reconnaissance des humbles".* Après avoir impulsé, il faut développer : *"L'école de musique itinérante traditionnelle a maintenant cinq cents élèves".*

A Rennes, à l'écoute de l'esprit du lieu et des gens qui le fréquentent, il découvre que le tourisme urbain est essentiellement culturel ; le voilà donc initiateur des Tombées de la Nuit. Le festival va devenir la grande rencontre de la Bretagne au présent, le lieu incontournable de la création bretonne et européenne. Jean-Bernard Vighetti se transforme en producteur et, souvent dans l'adversité, soutient nos créateurs, *"contre l'hégémonisme culturel américain, contre le rouleau compresseur de l'industrie du disque, pour la complexité du monde, pour la quête de différence qui nourrit la création ; c'est elle qui fait de nous des hommes, des hommes debout".* Grâce à lui, chaque année au début de l'été, notre capitale explore des voies originales d'expression et, sans recours à la facilité, affiche une Bretagne désirée : *"contemporaine, libre de ses hardiesses, proche de l'homme et de ses préoccupations, ouverte aux cultures hors normes (souvent celles des marges, des franges, des périphéries), pas forcément* ***tendance*** *mais tonique et populaire".*

Le militant culturel en est persuadé : *"Le culturel précède l'économique ; l'industrie culturelle est devenue le fer de lance de la pénétration des marchés, l'économie culturelle façonne les comportements d'achat. L'image produit plus de richesse, aujourd'hui aux USA, que les ventes d'armes... notre imaginaire est une ressource fabuleuse à condition qu'on ne se laisse pas banaliser".*

Un élu... réélu

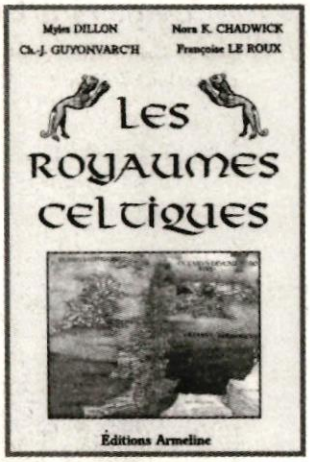
Jean-Bernard Vighetti est maire de Peillac depuis 1989. *"Pendant des années je me suis appuyé sur le milieu associatif, mais il me fallait aller plus loin, être au cœur des réalités, me mouiller... la commune est un bon terrain pour passer à l'acte".* Courant de randonnée chantée en Nuit des maîtres-sonneurs, il s'est fixé un objectif : *"donner aux jeunes envie de rester".* Il y a des chances qu'il y réussisse : un bourg rénové, une médiathèque *("un lieu de rassemblement et de rencontre pour tous, ce que n'est plus l'église")*, une ludothèque, un foyer pour les jeunes, un site Cybercommune, un parcours d'interprétation du patrimoine, les signes de bonne santé ne manquent pas. *"Je veux créer un lien viscéral entre les jeunes et leur milieu ; c'est dans ce but que j'ai relancé les fêtes calendaires : au printemps, les chants de Passion à la porte des maisons, la Saint-Jean d'été, les fruits d'automne, entre Avent et Epiphanie, les veillées de la Pomme d'Orange centrées sur l'oralité... C'est ainsi qu'on produit de l'identité qui elle-même crée le sentiment d'appartenance".*

Le métier de maire l'a renforcé dans certaines de ses convictions : la nécessité d'être pédagogue, la pertinence de la démarche de pays, la certitude que les solidarités entre acteurs sont plus déterminantes pour le développement que la simple localisation d'infrastructures ou d'équipements.

Propos recueillis par
Anne-Marie KERVERN-QUEFFÉLÉANT

Livres

✦ Les royaumes celtiques



Les éditions Armeline, de Crozon, publient une nouvelle version, mise à jour et augmentée des *Royaumes celtiques* de Dillon, Chadwick, Guyonvarc'h et Le Roux, dont la version en français datait de 1974. Ce grand classique, fondé sur les travaux d'un historien irlandais et d'une historienne anglaise spécialiste du monde celtique, constitue encore un ouvrage fondamental sur le monde celtique. Des photos hors texte en couleurs, des cartes et un index complètent utilement le texte de base : pour éviter de rêver les Celtes !

J.J.M.

(Editions Armeline, 510 p., 36 €)

✦ Influence de la puissance maritime dans l'histoire



Un grand classique de l'histoire maritime. On sait que cette dernière n'intéresse guère les institutions, ni les intellectuels français. *Influence de la puissance maritime dans l'histoire* est l'œuvre d'un amiral américain, A.T. Dahan, parue en 1890 et publiée en français en 1899. Il retrace l'histoire maritime du XVII[e] au XIX[e]. La collection est dirigée par une Bretonne et la préface brillante est d'un autre Breton, Alain Guillerm. Ce n'est certainement pas un hasard !

J.J.M.

(Editions Claude Tchou, 460 p., 66,32 €)

✦ De Jésus à Jospin



De Jésus à Jospin, c'est l'histoire que nous racontent en images Gégé et Belom. 2 000 ans d'histoire à travers les dessins de Gérard Gousseau (Gégé) et Jean-Loïc Belhomme (Bélom), bien connus des amateurs de BD. De grands événements sont revus et corrigés sous la forme de grands dessins humoristiques légendés, près de 150 au total. Près de 150 pages (et de dessins) portant la date de l'événement qu'ils représentent. Suivant les cas, l'évocation est grinçante ou désopilante. Le grand format se prête aux détails. Une bonne tranche de rires et de clins d'œil.

J.J.M.

(Trognon Création, 35310 Cintré, 150 p.).

✦ Expressions poétiques de la Bretagne intérieure



Spered Gouez nous fournit, pour son dixième anniversaire, un nouveau volume d'expressions poétiques. Il s'agit du prolongement du travail de promotion du livre et de la lecture organisée autour du Festival du Livre de Carhaix. La première moitié de l'ouvrage est consacrée à Añjela Duval : des poèmes peu connus avec leur traduction en français, et même une traduction en occitan. Le tout est suivi de repères biographiques et bibliographiques. La seconde partie présente une quarantaine de poèmes et de réflexions en prose d'autant d'auteurs bretons, de Youenn Gwernig à Tudual Huon en passant par Fañch Peru (beaucoup de photos).

G.M.

(Editions Spered Gouez, 176 p., 19 €)

✦ La Vénus de Malifeu



Michel Renouard nous fournit un nouveau polard humoristique et breton avec sa douzaine de personnages habituels et quelques nouveaux. Calembours et dérision sont présents, comme d'habitude, avec un satyre parfois féroce de la vie provinciale. L'intrigue est bonne, bien menée, et le sujet s'avère plus grave que prévu. L'intérêt ne faiblit pas, stimulé par de nombreux clins d'œil à l'actualité.

J.J.M.

(Editions Bargain, 208 p., 6,87 €)

✦ L'ange gardien

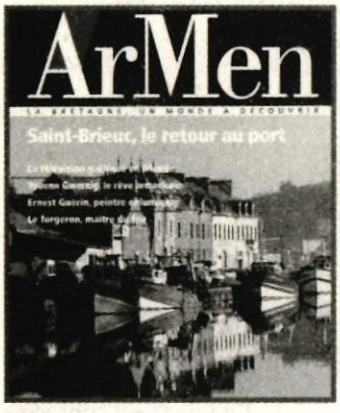


L'ange gardien est un petit roman de 100 pages, écrit par Guénane. C'est l'histoire, en partie authentique, d'une petite fille noble, abandonnée, car née hors mariage, sous le Second Empire. La vie quotidienne et les mentalités de l'époque sont bien restituées. L'histoire se termine bien, après maints rebondissements. Un récit tonique pour tous.

J.J.M.

(Editions Blanc Silex, 102 p., 10,36 €)

✦ ArMen n° 127



Désormais bimestrielle, la revue culturelle bretonne présente un sommaire très éclectique : pas moins de sept articles principaux. Une belle rétrospective consacrée à Youenn Gwernig, sonneur et chanteur, poète et sculpteur, précède une article original de Fañch Postic qui évoque l'idée de développer le bilinguisme par immersion dès…1836. Un rendez-vous manqué, malheureusement. La revue consacre aussi une étude à TG4, la chaîne irlandaise de télévision en gaélique, dynamique et novatrice.

D'autres articles traitent d'ethnologie (le forgeron), d'enluminure et surtout de la Bretagne d'aujourd'hui, lorsqu'elle prolonge celle d'hier : le port du Légué, à Saint-Brieuc, semble revivre grâce à des initiatives individuelles et (surtout) à des investissements publics. L'évolution de l'entreprise Le Coustumer, dans le Morbihan, reflète bien les transformations de l'agro-alimentaire depuis les années 1880.

J.J.M.

(Le Chasse-Marée - ArMen, 80 p., 10 €)

✦ Le pays d'Eliant, vu par G. Kergourlay



Guillaume Kergourlay est l'auteur connu de nombreuses pièces de théâtre. Retiré en Bourgogne, il publie chez An Here ses mémoires ou plutôt 50 années de vie du pays d'Eliant, au nord de Quimper. Dans une préface pertinente, Bernez Rouz souligne la parenté entre les mémoires de pays de Pierre-Jakez Hélias, de Jean-Marie Desguignets et de Guillaume Kergourlay. Chaque chapitre correspond à une tranche de vie de l'auteur, de sa famille, de son village, de son pays, avec une écriture simple, efficace, dynamique et vivante. Une foule d'événements et de détails de la vie quotidienne sont révélés. L'épaisseur du livre ne doit pas effrayer : cela se lit facilement, avec enthousiasme même, et permet d'accéder à une compréhension en profondeur de l'univers des Cornouaillais. La crise agricole de l'avant-guerre, les années d'occupation sont particulièrement bien restituées, avec la bravoure et les douleurs de la Résistance. A la Libération, on chante la Marseillaise et le Bro Gozh. L'auteur, fils d'agriculteur, est alors contrôleur des pommes de terre, ce qui lui permet de parcourir le pays et de s'imbiber des traditions. Il va bientôt présider la Jac, avant de plonger dans le théâtre. Observateur et acteur d'une société rurale en mutation, il nous fait vivre une belle saga. A déguster sans modération.

J.J.M.

(Le pays des vivants et des morts, An Here, 462 p., 20 €)

✦ Mémoires de ronces et de galets

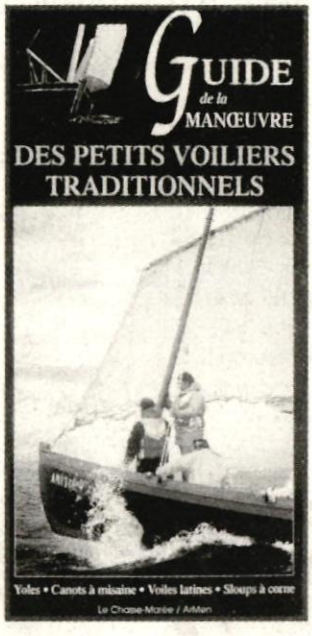


Encore un Xavier Grall ! Cette fois, il s'agit d'un recueil de textes donnés jadis à la revue Sav Breizh, entre 1971 et 1975. Il rassemble des textes en prose, des chroniques, des poèmes, des colères. Cela permet de se faire une bonne idée de la richesse et de la complexité de l'écrivain breton, avec ces écrits publiés dans une revue tirée à 1 000 exemplaires et épuisée depuis longtemps. L'avertissement de Erwan Vallerie, ancien responsable de la revue rappelle, avec recul et esprit critique, l'équipée de cette revue théorique bretonne née de Bretons de Paris qui vivaient dans le mythe du retour. Le retour fut un choc et un bouleversement qui dispersa la petite équipe. En 1975, Grall fait retraite : « *Je me retire sous ma tente, tout au moins politiquement. Je ne suis qu'un écrivain […] Je n'ai ni votre ardeur militante, ni votre vivacité politique.* » Restent les écrits, les pamphlets, les émotions, les indignations, en vers ou en prose. Bon reflet de la mouvance bretonne des années 70, Grall est libertaire, anticolonialiste, socialiste, antiraciste, pacifiste, mondialiste. « Romantique révolutionnaire » également. A lire par ceux qui veulent écrire l'histoire du mouvement breton. Les autres apprécieront de splendides poèmes, comme « Yeun Elez ». Décidément, l'œuvre de Grall vieillit bien.

J.J.M.

(An Here, 128 pages, 15 €)

✦ Manœuvrer des petits voiliers



Les éditions ArMen/Le Chasse-marée publient un nouveau petit guide, cette fois consacré à la manœuvre des petits voiliers traditionnels. Les belles photos en couleur présentent des bateaux en usage en Bretagne et de beaux paysages côtiers que l'on reconnaîtra souvent. De nombreux croquis et dessins assurent le caractère pratique du guide, qui insiste aussi sur l'aviron et la yole de mer.

J.J.M.

(ArMen/Le Chasse-marée, 136 p., 14,94 €)

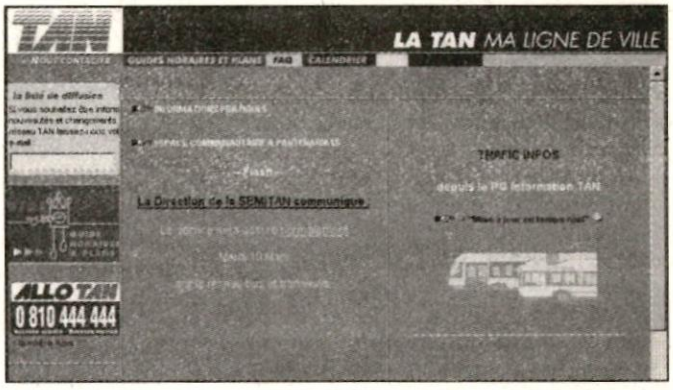
par Alain Cedelle

Les sites des transports en commun des métropoles bretonnes.

La TAN qui enflamme Nantes ➢

Dans un style aux couleurs champêtres, le réseau de transport en commun de l'agglomération nantaise présente ses lignes de bus et de tramway, avec les horaires et le plan de chaque itinéraire. Des plans d'ensemble sont également accessibles, ainsi que les grilles de tarifs.

Selon la tradition de l'Internet, un FAQ (Foire aux questions) est disponible, qui répond à quelques interrogations simples sur les services proposés. Le site est mis à jour en temps réel avec des communiqués d'information, et une liste de diffusion permet de recevoir l'information à domicile, par courrier électronique.



www.tan.fr



www.star.fr

➢ Le Star qui brille à Rennes

Le service des transports de l'agglomération de Rennes, qui vient d'inaugurer son VAL présente ici l'ensemble de son réseau. Un plan général assez détaillé est disponible, ainsi que les horaires et tarifs.

De nombreuses photos et des séquences vidéo permettent d'admirer le nouveau métro sous toutes les coutures.

La mise à jour du site ne semble pas aussi intensive que pour Nantes, par contre, le site rennais présente l'avantage d'avoir une courte présentation en anglais, utile pour les étrangers. On attendra encore un peu les versions en breton et en gallo.

Le Bibus qui dessert Brest ➢

Les Brestois ne seront pas en reste avec ce site consacré à leur service de bus. Le plan du réseau est un peu plus sommaire que sur les deux précédents sites, mais l'essentiel de l'information y est la même, avec les lignes, les horaires et les tarifs.

La mise à jour du site est régulière et presque quotidienne. Comme le site de Nantes, seule une version en français est disponible.

Il est possible de s'inscrire pour recevoir l'actualité du réseau par courrier électronique.



www.bibus.fr

Les tarifs des transports pour chaque ville:

	Nantes	Rennes	Brest
Ticket à l'unité	1,20 €	1 €	1 €
Carnet de 10 tickets	9 €	8,40 €	7,93 €
Carte mensuelle	35 €	29,6 €	28,81 €

La visite de ces trois sites permet une rapide comparaison des tarifs appliqués, indiqués dans le tableau ci-contre. On peut constater que les prix augmentent avec la taille et la population de l'agglomération.

Festoù-noz

Le 6 avril,
à ERGUE-GABERIC (29),
fest-noz à la salle Kêr Anna avec Ribin, Rode et des chanteurs bretonnants. Organisé par les Brezhonegerien Lestonn.

●

à CORPS-NUDS (35),
à 21 h, fest-noz à la salle omnisport avec le groupe Carré Manchot, les chanteurs Yann et Katou. Organisé par la MJC de Corps-Nuds.

●

à SAINT-BRÉVIN-LES-PINS (44),
à 21 h, fest-noz, salle de l'Etoile avec Galenn, Divarreck, Alain Pennec. Organisé par Sonorien ar Mor.

●

à POISSY (78),
à 20 h 30, au Centre de diffusion artistique, 49 avenue Blanche de Castille, fest-noz-ceili avec Jigodenn et les Braillouses de neutée. 8 €. Organisé par le Cercle celtique "Meraerien ar menez" de Poissy.

✦

Le 13 avril
à PLEUDIHEN (22),
à 21 h, fest-noz avec en tête d'affiche le groupe Spontus. 6 €. Organisé par Diwan Bro ar Renk.

✦

Le 20 avril
à CHANTENAY (44),
à 21 h, fest-noz à la salle J.B. Legeay (initiation à la danse à 20 h). 6 €. Avec Dibao, Galenn, etc. Organisé par Ansola.

✦

Le 27 avril
à CARQUEFOU (44),
Fest-noz avec Soked du, Hallereau/Paternostre, etc. à la Fleuriaye. Organisé par Kerc'hfaou.

●

à REMOUILLÉ (44),
Fest-noz avec Luskañ et les Berouettes Organisé par l'amicale laïque de Remouillé.

Festival

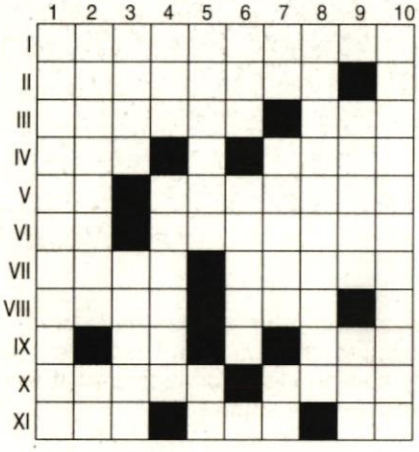
Le 9e festival de la Bande dessinée de Perros-Guirec aura lieu les 13 et 14 avril au Palais des congrès.

Au programme des expos, des animations et des dédicaces de nombreux auteurs : Raoul Chauvin (scénariste des Tuniques bleues), Olivier Boiscommun (Troll), Patrick Cothias (Les sept vies de l'Epervier), Marcel Riou (Miss), Jean-Claude Fournier (Bizu), etc.



Mots Croisés Bretagne-Celtie n° 146

(Certains mots sont en breton – Réf. : dictionnaires de R. Hémon, P.J. Hélias et F. Favereau)



HORIZONTALEMENT : I. On peut y admirer l'un des derniers ensembles paroissiaux prestigieux du Trégor. - II. Révolté. - III. Lui attribuer le transport des menhirs est bien entendu anachronique ; Interjection. - IV. La pâte à pain ne peut s'en passer ; Pronom interrogatif. - V. Certaines constructions leur étaient destinées dans les enclos paroissiaux ; Aux côtes bretonnes, cette "figue de mer" semble avoir préféré celles de la Méditerranée. - VI. En limites de Queven ; Telle la passion des Bretons pour leurs pays. - VII. Est donc au courant ; Aujourd'hui, ce terme évoque davantage la gymnastique que la marine. - VIII. Lettres de Bénodet ; Un peu d'herbe. - IX. Au cœur du Léon ; Qu'elle puisse être belle n'a rien de surprenant. - X. Sa vallée est réputée pour la qualité de son cidre ; Dans l'œuvre de Villiers de l'Isle-Adam. - XI. Nous attache ou nous relie ; Réputée pour sa détente ; Joue un rôle majeur dans la rédaction du PB (Initiales).

VERTICALEMENT : 1. La Bretagne en est un magnifique exemple. - 2. Nul n'est plus breton que ce regretté Nantais ; Article. - 3. Vaut mieux que défaire ; Un bois dont le nom sonne mal aux oreilles de certains Nantais. - 4. Inversé : tête de veau ; Bien qu'il soit situé entre Rennes et Saint-Malo, le nom de ce village évoquerait plutôt les produits du sud de la Loire. - 5. Fleur bleue ; Article défini contracté. - 6. Lettres de Morlaix ; Peut-être l'un des cinquante honorés à Nantes. - 7. Adverbe de négation ; Attiré périodiquement les vacanciers ; Article. - 8. Pas moins de trois chapelles sont consacrées à ce symbole en Morbihan. - 9. Poisson à grosse tête ; Peau tannée. - 10. Inclinaison ; Indispensable dans une bibliothèque.

Mikaël ERWAN

SOLUTION du n° 145

Horizontalement : I. ARMORICAIN. - II. PAIAN ; HUDA (HUDAN). - III. ODE ; BODEO. - IV. TOLP ; UNIAN. - V. HULAC'H ; TUE. - VI. IBERIE ; OXG. - VII. ELEZ. - VIII. A.C. (ALAIN CUNY) ; OLE (ELO) ; REZ. - IX. IRIN ; GWERH. - X. RUSSE ; ASI. - XI. EEM (MEE) ; GOR ; NA.

Verticalement : 1. APOTHICAIRE. - 2. RADOUB ; CRUE. - 3. MIELLEE ; ISM (MIS). - 4. OA ; PARLONS. - 5. RN ; CIEL ; EG. - 6. BUHEZEG. - 7. CHON ; WAR. - 8. AUDITOIRES. - 9. IDEAUX ; ERIN. - 10. NAONEGEZH.

P.B. Services

Stages de breton

Organisme de formation en langue bretonne depuis 15 ans propose "Une semaine en breton", **stage intensif de langue bretonne**, niveaux 1 et 2
du 8 au 12 avril, à VANNES
Lieu : Skolaj Diwan à Vannes
✆ 02.98.24.10.17

Gouren



Le championnat de Bretagne-Est 2002 de lutte bretonne (gouren) est organisé par "Skol Gouren Senolf"
le 28 avril
sur la commune de **SAINT-NOLFF (56)**
Une centaine de lutteurs sont attendus salle Humbersot, à partir de midi.

Poster

Al Lanv vient d'éditer un poster de la Déclaration des droits de l'Homme, en breton.
Format 80x53 cm sur papier glacé.
Maquetté et dessiné par Owen Poho.
Prix 4 € pièce + 2 € de frais d'envoi (pour un ou plusieurs exemplaires).
Al Lanv, c/o Kuzul ar brezhoneg
Rue du Muguet, 22300 Lannion.

Chaque mois depuis 1969
armor magazine
présente et commente
LA VIE BRETONNE
B.P. 419 - 22404 LAMBALLE CEDEX

Expression artistique

La FAPEN (Fédération des associations de protection de l'environnement et de la nature) organise une **campagne d'expression artistique** sur Le thème de l'environnement. Elle se déroulera dans les Côtes d'Armor sur deux journées (les 14 et 15 juin) au parc des promenades de Saint-Brieuc et se clôturera par un spectacle le samedi soir.

Cette manifestation a pour objet de sensibiliser le public (petits et grands) aux problèmes de l'environnement, en lui permettant de s'exprimer librement sur ce thème.
Les personnes ou groupes intéressés peuvent s'incrire jusqu'au 30 avril auprès de la Fapen,
23 rue des Promenades,
22000 Saint-Brieuc.
✆ 02.96.62.06.40.

Théâtre

Troupe de théâtre bretonnante
le 7 avril
à 15 h, à Plouvorn (29) :
"Maro evit ar Vro"

1er FESTIVAL DE THÉÂTRE EN BRETON DE CORNOUAILLE

"C'HOARIVA E KERNE"
les 12-13-14 avril
Le 12 : 18 h, conférence
Le 13 : stages de théâtre et représentations
Le 14 : représentations en breton et en français
Organisation : Tud Bro Konk.
Tous renseignements sur ce festival qui a lieu à Tregunc et à Concarneau :
✆ 02.98.56.96.03
(Yann Bonjio).

PETITES ANNONCES

Nous avons une rubrique de petites annonces à tarif unique : 9 € (par chèque avec l'annonce). Pas plus de 8 lignes de texte.

Débats

Bretagne-Université, une nouvelle association qui entend valoriser les recherches sur la Bretagne et favoriser les échanges entre les différentes universités bretonnes **organise le 27 avril à Pontivy** une journée de réflexion universitaire **sur le thème "Bretagne ou Grand Ouest ?"**
Plusieurs participants sont déjà confirmés : Michel Denis, Yves Morvan, Michel Nicolas, Jean Ollivro, Jacques de Scilly, etc.
Tous renseignements et inscriptions :
Christian Demeuré-Vallée
✆ 02.98.99.43.86

Festival

Le festival "Accordéon'iles" aura lieu à **Basse-Indre (44)** avec Alain Pennec, Kof ha Kof, Ronan Robert et Richard Galliano, **les 26 et 27 avril** prochains. C'est une organisation du Cercle celtique des Iles d'Indre.

Courrier

« Lorsqu'il y a une inondation quelque part, c'est toujours la même raison. C'est que l'eau arrive plus vite qu'elle ne peut s'en aller. La carte de la Bretagne montre une multitude de petites rivières qui ont creusé leur lit en pente douce et régulière vers la mer. Elles semblent assurer un circuit de drainage parfait.

Mais a-t-on nettoyé le lit des rivières ? D'autre part, sur les rivières canalisées [...] on a construit des barrages (236 sur le canal de Nantes à Brest) pour retenir l'eau et pour « casser » la vitesse du courant. Ce qui est très bien pendant 350 jours par an. Mais, chaque année, pendant une quinzaine de jours, il y a trop d'eau, le problème est inversé. Il faut permettre à l'eau de s'en aller. A-t-on ajouté des vannes de décharge au niveau des écluses ?

Imaginons une autoroute entre Nantes et Brest où les automobiles s'arrêteraient 236 fois. Quelle serait sa capacité de débit ? »

Joseph Nicolas,
Stival (56)

« Cher « Peuple breton » - De passage à Naoned/Nantes, au fil de mes pérégrinations de vieux Breton retraité, j'ai pu te retrouver, ainsi que tes deux derniers numéros, à la librairie « Bretagne et Marine ». Merci à eux de t'exposer, bien en vue, sur un présentoir !

[...] Je veux bien que le PB se mette à encenser les USA et c'est à la mode par les temps qui courent, mais malgré toute la sympathie que j'éprouve pour le peuple américain et ses boys (je les ai vus à la libération de la Bretagne en 1994), je suis quand même assez mal à l'aise de voir un passable président US, la main sur le cœur ou sur la Bible, donnant l'ordre de lâcher des bombes de neuf tonnes (horriblement destructrices et chères) sur l'Afghanistan, puis le lendemain, on nous demande de verser des dons pour ce peuple martyr [...]

En 1941, je me trouvais à Paris, hélas ! avec mes parents : jamais, je n'oublierai la vision atroce de pauvres gens arrêtés et de gosses hurlants de terreur, lors de la rafle du Vel d'Hiv. Jamais je n'oublierai la vision honteuse de policiers français et j'insiste, en uniforme ou en civil, maltraitant ces innocents.

Je n'ai jamais compris où pouvait se situer le sens de l'honneur [...] ni la dignité humaine, derrière un uniforme garant, soi-disant, de l'ordre [...]. »

Armand Briand,
Saint-Brieuc

Notre lecteur, si amical, devrait s'abonner : il n'aurait pas besoin d'aller chercher ses PB à Nantes, et la lecture régulière de notre journal lui ôterait de la tête l'idée que nous « encensons les USA », ce qui nous est tout de même très rarement reproché !

« Je viens renouveler mon abonnement et mon soutien au « Peuple Breton » et à l'union démocratique bretonne. J'ai fait, il y a quelques mois, le choix de rejoindre le camp de Régions et peuples solidaires en adhérent au Partit occitan ; je n'en oublie pas pour autant une partie de mes origines et mon amour pour la Bretagne et son peuple. Je porterais les couleurs occitanes lors des prochaines élections législatives... Mais il y a aussi des hermines sur le blason limousin !

Souhaitons bonne chance à tous. Adiù et kenavo. »

Cyril Cognéras,
Limoges (85)

« Je ne suis ni nationaliste, ni indépendantiste breton. En revanche, je suis fermement partisan d'une large autonomie pour la Bretagne, sur le plan politique, administratif, économique, financier, culturel et, bien sûr, linguistique. Partisan de l'enseignement du breton et de l'intégration de Diwan dans l'enseignement public.

Un statut ressemblant quelque peu à ceux qui régissent la Catalogne espagnole, l'Écosse ou le Pays de Galles appliqué à la Bretagne historique à cinq départements dans un cadre fédéral français et, plus largement européen, c'est une idée qui fait son chemin, une idée d'avenir dans un monde en ébullition.

Je ne suis partisan ni d'un quelconque souverainisme jacobin, ni d'un ultra-libéralisme dont les ravages sur les trois-quarts de la planète, la faim, les maladies, les dictatures, n'ont finalement pas grand-chose à envier à ceux des totalitarismes d'hier.

Dans ce monde ouvert aux quatre vents du règne de l'argent que peut d'ailleurs signifier une quelconque « indépendance » alors que ce sont les fonds de pension américains qui dirigent, orientent, licencient !

Je suis fier de nos celtitudes retrouvées, sans être dupe de la récupération possible et mercantile d'un phénomène « à la mode » par les puissances de l'argent, sans être dupe de certaines réalités de la Celtie. J'aime l'Irlande, Dublin et ses pubs, moi aussi j'ai survécu à une nuit agitée chez O'Donoghues, mais je ne me voile pas la face devant la situation archaïque concernant les mœurs, le divorce, l'avortement, la puissance d'une église catholique rétrograde que connaît aussi l'Irlande mythifiée par certains !

Je ne crois pas qu'un mouvement régional identitaire soit automatiquement progressiste parce qu'il s'oppose aux États-nations eux-mêmes dépassés par l'Histoire ! Le Vlaams Block de Monsieur De Winter ou les Ligues de Monsieur Bossi en Italie du Nord ne me paraissent pas représenter un modèle !

Je ne partage pas la conception de l'identité défendue par certains, en Corse où sont rejetés les « allogènes » et où les comptes se règlent à coups de revolver, au Pays basque espagnol, bien sûr, où les nouveaux fascistes de l'ETA éliminent physiquement ceux qui ne pensent pas comme eux, les journalistes, les universitaires et les hommes politiques en premier lieu. Il y a encore aujourd'hui une trop grande partie de la société nationaliste basque qui base sa conception de l'identité sur la race et le sang ! Nous sommes loin ici de cette conception ouverte, que je partage pleinement, de la définition de l'identité que donnait Glenmor : « On ne naît pas Breton, on le devient ! ». J'ajoute, si on le veut ! C'est cela la démocratie, la responsabilité individuelle, humaine, loin des robots et des autistes de la lutte armée qui a pu se justifier à d'autres époques comme celle de la Résistance ou celle de la lutte contre le franquisme, sous d'autres latitudes. J'ai, moi aussi, été un admirateur du Che (le vrai, l'Argentin, pas le réac de Belfort !), mais aujourd'hui en Europe, cela est suranné, ce qui compte ce sont les grands mouvements populaires, contestataires, antimondialistes, comme à Plogoff voici quelques années !

Bref, vous l'avez compris, je ne partage pas les idées d'Emgann ou le combat de l'ARB. Mais je peux comprendre que l'on soit indépendantiste. Si le combat est légal, démocratique. Et si un jour la majorité des Bretonnes et des Bretons se prononçaient en faveur de l'indépendance, il faudrait, bien sûr, en tenir compte, mais j'ai la faiblesse de penser que nous en sommes loin, qu'il vaut bien mieux se baser sur des réalités et pas des théories fumeuses d'un nationalisme, ethnique ou pas, qui a déjà fait du tort à la Bretagne par le passé. J'ai écrit à ce propos un livre qui a fait grincer quelques dents mais qui me semblait nécessaire pour rappeler les dérives possibles de certaines idéologies mal digérées !

C'est pourquoi je me sens d'autant plus à l'aise pour dénoncer le scandale de l'incarcération préventive à rallonge dont sont victimes plusieurs militants bretons. 28 mois pour certains dans le cadre de l'enquête sur le vol d'explosif de Plérin en septembre 1999 ! 28 mois ! D'autres sont incarcérés dans le cadre de l'attentat contre le Mac Do de Quévert en avril 2000.

Soyons clairs : je n'oublie pas que l'explosif dérobé à Plérin a peut-être servi à tuer en Espagne ! Je n'oublie pas la mort de Laurence Turbec, cette jeune Bretonne qui était ce soir-là le vrai visage de la Bretagne, je ne l'oublie pas mais, en droit français et la France est une démocratie, il y a, bien sûr, la présomption d'innocence, il y a aussi le droit d'être jugé, normalement, après enquête, d'avoir une défense.

Je ne connais évidemment pas le fond du dossier, mais je suis comme beaucoup de Bretonnes et de Bretons, je m'interroge : pourquoi cette enquête dure-t-elle aussi longtemps ? Quels sont les éléments de preuve ou non à l'encontre de tel ou tel ? Nous voulons savoir, dans la transparence et le respect des droits de chacun !

Je n'emploie pas, pour ma part, le terme de « prisonniers politiques », car les affaires en cours d'instruction concernent des faits graves relevant du droit commun, mais, si cela devait encore se prolonger (jusqu'à quand ?) il y aurait bien des questions à se poser sur les motivations qui maintiennent en détention des militants dont je ne partage pas les idées et les actes supposés ou non, mais que, jusqu'à preuve du contraire, je respecte, selon les mots de Voltaire : « Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrais jusqu'au bout pour que vous puissiez le dire », des militants, jusqu'à preuve du contraire, présumés innocents !

Re zo re ! Trop c'est trop !

Alors, de grâce, qu'on les juge ou qu'on les libère ! »

Georges Cadiou,
Quimper

Constitutions

Vous savez tous les problèmes que nous avons avec l'article 2 de la constitution française, trouvé dans une pochette surprise..., qui fait de la France le seul état européen qui tend vers un unilinguisme réducteur d'un autre âge. Vous savez aussi que l'Europe a créé une "Convention" qui, sous la présidence de Giscard, est chargée de lire dans le marc de café et de nous concocter une supra constitution, cette fois européenne. Cette future "Constitution européenne" sera bien évidemment supérieure en droit à celle de chacun des pays constitutifs, sans quoi on ne voit pas bien à quoi elle servirait.

Vous savez encore qu'on exige, c'est bien ainsi, des pays candidats au partage du gâteau européen, de prendre l'emballage avec le produit. Ils doivent donc adopter, signer et ratifier, d'un même élan, des textes comme la charte européenne des langues dites minoritaires ou régionales. Celà avant de prétendre mettre le pied sur le navire. Ils en sont d'accord mais, comme ils participent aussi aux négociations giscardiennes, ils n'ont pas manqué d'observer que dans l'Europe il y en a un ou deux qui pratiquent le **"fais ce que je dis, pas ce que je fais"**. D'un autre côté, comme ils savent aussi compter, ils déclarent à qui veut entendre que désormais toutes les langues, même les plus prétentieuses, se retrouvent locales, régionales et minoritaires, car aucune n'atteint 50 % de locuteurs dans l'espace en construction. La honte !

La future constitution européenne n'affirmera pas que **"la langue de la république est l'espéranto"**. Non pas à cause de l'espéranto, mais parce qu'il y a des royaumes dans le potage et aussi des gens qui voient loin et large. Les Anglais n'ayant pas de constitution ne comprennent pas bien le débat en cours. Les Allemands voyant leur langue s'étaler vers l'est sans effort ne regrettent plus sa régression en France, depuis que le Conseil constitutionnel a déclaré tout enseignement autre que purement linguistique illégal, rendant caducs les accords franco-allemands pour le développement des classes dites européennes.

Alors, le Luxembourg a proposé l'adoption d'un article disant que tout citoyen européen pourra choisir quatre langues d'enseignement au cours de sa scolarité. Pour favoriser un max la diversité, aucune pression ne sera faite quant au choix. Avec le livret de famille, il sera remis à tous les parents la liste des 85 langues parlées et reconnues sur le territoire multigonal. Il sera seulement recommandé de commencer par une langue parlée par moins d'un million d'habitants, plus une parlée par un nombre situé entre 1 et 10 millions de citoyens, les choix suivants restant totalement libres.

Vous pensez bien qu'un certain pays a utilisé toutes les ficelles de la procédure pour essayer d'empêcher cette évolution, mais les petits pays n'entendent pas se faire sermonner et font remarquer que, tous ensemble, ils sont en fait la majorité. Plongés dans un important débat consistant à savoir si le capitaine est fatigué, les médias français n'ont pas porté une attention suffisante à la chose, mais, **aux dernières nouvelles, la position du Luxembourg aurait été adoptée, le premier jour de ce mois, à une majorité relative. Pour un changement, c'est un changement.**

AL LOUARN

LE JEU DU P.B.

Le jeu du mois peut vous faire gagner un livre. Il sera adressé à la première personne qui identifiera un écrivain – dont on parle beaucoup en ce moment – et qui a écrit : **"Moi je demande l'Europe, et je ne regretterai pas la France".**

La réponse est à adresser au Service abonnement du P.B., 9 rue Pinot-Duclos, 22000 SAINT-BRIEUC uniquement par courrier.

EXCEPTIONNEL !

33 % de réduction sur votre premier abonnement !

Jusqu'aux élections législatives, Le Peuple breton offre une réduction importante pour un abonnement-découverte. Si c'est votre cas, remplissez le bulletin de droite ci-dessous

et ne payez que 20 €

pour un abonnement d'un an au P.B.

Réabonnez-vous au Peuple breton

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

.....

● Souscrit un réabonnement ❑
– tarif normal : 30 €
– tarif de soutien : à partir de 33 €
– étranger par avion : 40 € et plus

à partir du n°..... inclus.

● Ci-joint le règlement par :
❑ chèque postal
❑ chèque bancaire
❑ mandat-lettre

à l'ordre du "Peuple breton/Pobl Vreizh"

Abonnement-découverte

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

.....

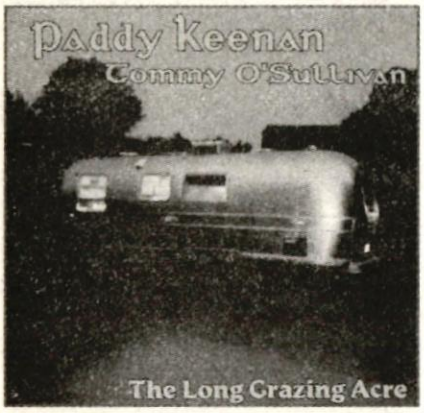
● Souscrit un premier abonnement au tarif préférentiel de : 20 € ❑
C-joint mon règlement par :
❑ Chèque postal
❑ Chèque bancaire
❑ Mandat lettre

à l'ordre du "Peuple breton/Pobl Vreizh"

9 rue Pinot Duclos, 22000 SAINT-BRIEUC - C.C.P. RENNES 2365-76 V

Musiques de Celtie

P. KEENAN & T. O'SULLIVAN - The Long Grazing Acre. (Hot Conya - www.paddykeenan.com)



Peut-être certains se rappellent-ils de l'extraordinaire joueur de uilleann pipes qui officiait au sein de Bothy Band dans les années 70, et qui avait pour nom Paddy Keenan. Après la dissolution du groupe en 79, il disparaît de l'avant-scène. Il n'en continue pas moins, pourtant, à jouer de son instrument favori et produit deux albums sous son nom au cours des vingt années suivantes, participant également à divers enregistrements.

Paddy Keenan revient aujourd'hui sous les feux de la rampe, avec la parution d'un extraordinaire album **The Long Grazing Acre**. Résultat d'une amitié de longue date avec le guitariste et chanteur Tommy O'Sullivan, cet album est une petite merveille. Il constitue un jalon supplémentaire dans la longue quête de Paddy à la recherche d'une musique authentique.

Voilà un musicien qui excelle aussi bien au uilleann pipes qu'au tin whistle ou à la flûte basse. Il est ici secondé par Tommy O'Sullivan, mais également par Greg Sheehan aux percussions, John Fitzgerald aux claviers, James Blennerhassett à la basse, et quelques autres dont Tríona Ní Dhomhnaill.

The Long Grazing Acre fait référence à l'époque où Paddy et sa famille allaient sur les routes d'Irlande avec d'autres gens du voyage. La photo de la jaquette est là pour en témoigner, qui représente une caravane comme en utilisent encore les "tinkers".

Peu de traditionnels sur cet album, la majorité des morceaux étant dus au talent de Paddy ou de Tommy, pour l'un d'entre eux. A noter une magnifique jig, *Brother John*, dédiée à son frère aîné disparu il y a peu et un air pour sa mère, *Mary Bravender*.

Reconnu pour son immense contribution et son influence sur la tradition du piping, Paddy Keenan a encore produit là un album de qualité. Espérons qu'il n'attendra pas aussi longtemps pour le prochain album.

CELTIC FIDDLE FESTIVAL - RENDEZ-VOUS. (Green Linnet GLCD 1216 - Distribution Keltia.)

Regroupés à l'origine pour une tournée unique aux Etats-Unis, les trois musiciens du Celtic Fiddle Festival furent dépassés par le succès; qui les conduisit à produire un premier album en 93. Puis en 98, Kevin Burke, Johnny Cunningham et Christian Lemaître se réunissaient à nouveau, pour une tournée britannique cette fois, ce qui nous donnait le magnifique album Encore.



C'est donc une première cette fois-ci, avec la réalisation de l'album **Rendez-vous**, entièrement enregistré en studio, avec l'aide des guitaristes Ged Foley et Nicolas Quemener et de la violoncelliste Christine Harrington.

Comme lors de leurs concerts, les trois musiciens apportent quelques airs de leurs répertoires respectifs et se rejoignent dans une interprétation de toute beauté. Le *O'Carolan's Concerto* irlandais y voisine donc avec un laridé-gavotte de Pontivy ou *The Skye Boat Song*, magnifique mélodie de l'ouest des Highlands. Quelques hornpipes irlandais précèdent la *Gwerz ar Vezhinerien* de Denez Abernot.

Bien que l'interprétation soit parfois un peu trop sobre à mon goût, elle se révèle à la vérité d'une implacable justesse et précision. L'harmonie règne du début à la fin de l'album.

JOHNNY B.CONNOLLY - BRIDGE-TOWN. (Green Linnet - GLCD 1217 - Distribution Keltia.)

Encore un accordéoniste me direz-vous. Eh oui, ils sont légion chez nos proches cousins d'Irlande. Vingt-six ans à peine, et déjà une solide réputation de virtuose pour Johnny B. Connolly, qui nous vient lui aussi de l'Est américain. Dublinois pur beurre,



il a, comme tant d'autres avant lui, cédé aux sirènes de l'Amérique à 21 ans, après avoir accompagné le groupe Anam durant quatre ans et avoir fréquenté des gens aussi recommandables que les Chieftains ou Kevin Burke.

Ce dernier, installé lui aussi à Portland dans l'Oregon, participe d'ailleurs au premier album solo de Johnny, **Bridgetown**, du nom de sa ville d'adoption.

Voilà un agréable ensemble de traditionnels irlandais, bretons, et français. Il y a même une valse musette. Au diato ça passe mieux. Les jigs, reels et autres hornpipes sont ici revisisités par un musicien brillant qui fait facilement la démonstration de sa dextérité à l'accordéon. A signaler l'interprétation originale d'une danse fisel récoltée auprès du Breton Christian Lemaître.

Pourtant, malgré tout son savoir-faire, il manque à l'album de Johnny B. Connolly le petit plus qui en ferait un excellent album.

MAIRI MacINNES - OROSAY. (Greentrax CDTRAX 209 - Distribution Keltia.)

Mairi MacInnes est extrêmement populaire en Ecosse et dans toutes les îles britanniques, comme chanteuse de langue gaélique. Elle a d'ailleurs été souvent com-



parée à sa consœur Karen Matheson pour la similarité de leurs voix.

Originaire de l'île de South Uist dans les Hébrides, elle a souvent rêvé face à la petite île d'Orosay sur la côte ouest. C'est là qu'enfant, elle se réfugiait pour trouver la paix et c'est dans ce petit paradis qu'elle a commencé également à chanter. Et c'est précisément cette île qui lui sert aujourd'hui d'inspiration pour son nouvel album, le troisième.

Si l'on a pu évoquer Karen Matheson en ce qui concerne la voix, force est de constater que la qualité des arrangements du présent album, fait aussi penser à Capercaillie à ses débuts. La voix de Mairi est particulièrement mise en valeur par les musiciens qui l'accompagnent : Tony McManus à la guitare, Iain MacInnes aux pipes, Mairi Campbell au fiddle, et quelques autres.

Une chanteuse de la jeune génération dont le talent force l'admiration.

Philippe COUSIN

Selaouit

par Pierre Morvan

RÉTRO

" Tous unis comme à Cannes " pourrait bien devenir la nouvelle devise des culturels bretons. Neuf labels bretons ont en effet associé leurs forces pour se rendre au MIDEM (1) et, soutenus par la Région et Musiques et danses de Bretagne, présenter leurs productions aux professionnels de l'industrie musicale qui s'y bousculent pour faire leurs emplettes.

Keltia Musique, Coop Breizh, An Naër ou l'Oz, bien connus des lecteurs de Selaouit, s'y sont retrouvés aux côtés des Enragés ou des Messieurs, qui abordent des genres musicaux assez (et même très) différents… L'essentiel étant de faire (re) connaître et apprécier le dynamisme et la diversité de nos musiques. Une première réussie, à reconduire.

KERLENN PONDI :
(Coop Breizh, CD 928)



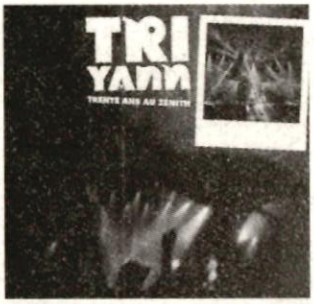
Champion de Bretagne ! Cela fait déjà un bout de temps que la formation pontivyenne tente de décrocher le titre tant convoité et cette fois c'est fait ! La Kerlenn Pondi l'a emporté en 2001, sur le fil du rasoir, devant Quimper et Lokoal Mendon, eux-mêmes au top (de chez top). Une victoire bienvenue, au moment où le bagad, qui ne cesse de se bonifier, s'apprête à fêter ses cinquante ans d'âge…

Le présent CD reflète les trois dernières années de la vie de la Kerlenn Pondi, en proposant les suites jouées à Brest et à Lorient en 99, 2000 et 2001. Il nous est donc donné d'entendre la suite victorieuse l'été dernier, et dont le titre, ***" Ar Mestr Talabarder "*** est un hommage appuyé à Jean Claude Jégat, disparu il y a une vingtaine d'années, maître sonneur et ancien penn-bagad de la Kerlenn, connu aussi, et peut-être surtout, pour avoir popularisé, avec son complice Louis Yhuel, le duo bombarde et orgue. Les musiciennes et musiciens du bagad étaient à bonne école…

Plutôt " classique", le répertoire de la Kerlenn emprunte beaucoup aux terroirs vannetais, en remontant bien sûr jusqu'au Pays Pourlet et Pontivy. ***" Arzoustaff ",*** la suite jouée à Lorient en 2000, pourrait donner à croire que la formation s'offre une escapade vers des contrées lointaines et exotiques. Le titre est en réalité une contraction hardie de "l'Arz ", " l'Oust " et "l'Aff ", du nom des trois rivières qui irriguent le vannetais gallo. A signaler une très belle ***" Ballade du petit peuple ",*** empruntée à Tamless. Un disque vraiment impeccable, entre rigueur et générosité.

TRI YANN : " Trente ans au Zénith " (Globe, Sony Music, EPC 5051942)

Champions du Monde des groupes bretons le plus compilés, les Tri Yann tiennent absolument à ne pas perdre leur titre. Voilà sans doute pourquoi sort ce nouveau et double album enregistré, en public, lors de leur passage au Zénith de Paris, il y a un an. Bien sûr, on peut s'interroger sur l'utilité qu'il y a à nous resservir sur une platine, une fois encore, la prison de Nantes, les filles des Forges, le loup et le renard, la jument de Michaud et son petit poulain… Et puis quand on entend l'enthousiasme des spectateurs déchaînés, on comprend mieux.



" Trente ans au Zénith ", c'est donc la jument and co, mais c'est aussi d'autres titres, plus récents, et surtout ceux où la voix aérienne de Bleunwenn Mével fait merveille et apporte un plus incontestable à l'univers très masculin des Tri Yann. Alors, de " I rim bo ro " à " Korydwenn ", en passant par une très belle version du " Bro gozh ", les inconditionnels apprécieront nos Tri Yann au zénith de leur forme. Un vrai feu d'artifice !

Denez PRIGENT : " Live Holl a-gevret ! " (Barclay 589664 2)



En public, toujours, le nouveau Denez Prigent, tout frais, tout chaud dans les bacs des disquaires. Denez Prigent, sur CD, c'est, comme dirait J2M, mieux que bien. Beaucoup mieux, même. En concert, c'est fabuleux, magique, poignant, intense… et si vous avez l'occasion d'y assister, ne la manquez surtout pas. En attendant, ce " live " enregistré l'été dernier au Festival Interceltique de Lorient vous permettra de patienter…

Denez y reprend plusieurs des titres de ses albums précédents, ***" Me 'Zalc'h Ennon eu Fulenn Aour "*** et ***" Irvi ".*** Et aussi une nouvelle version de ***"E ti Eliz Iza ",*** sa gwerz fétiche parue sur son premier CD, ***" Ar gouriz koar ".*** Après ***"Fin'amors de Flamenca ",*** une intro du génial Valentin Clastrier, seul titre inédit de l'album, on entre dans le monde prodigieux de Denez Prigent. Les mélopées s'élèvent, incantatoires et envoûtantes, sur fond de vielle, de cornemuses et de boucles électroniques. ***"An drougred", "Brall ar Rodoù", "Melezourioù-glav", "Copsa Mica"…*** chaque morceau contribue à la beauté sauvage, indomptée, de l'ensemble. Et la présence du Bagad de Lokoal Mendon aux côtés des musiciens habituels du chanteur ajoute encore en majesté.

En prime, un CD-Rom permet de visualiser le vidéo-clip de " Gortoz a ran ", que Denez chante en duo avec Liza Gerrard et que Ridley Scott a utilisé pour la BO de son dernier film (2). Le tout ? Saisissant, magnifique, superbe de puissance et d'émotion.

TI JAZ : " Live in ar Vag "
(Ciré Jaune, CIR 501)



On peut dire qu'en vingt ans, Ti Jaz a beaucoup bourlingué, beaucoup voyagé, bref beaucoup vécu… mais on ne se refait pas et c'est donc au pays, à Plougrescant, au bistrot Ar Vag que cet album live a été enregistré. D'où son titre…

Caractéristique par son swing épatant, la musique de Ti Jaz séduit aussi par son souci des rythmes trad' et des danseurs. Respect est le maître mot qui s'impose à l'écoute de cet opus. Respect du public aussi : les musiciens jouent avec leurs tripes et les spectateurs l'entendent bien de cette oreille, participent et en redemandent. Ti Jaz, c'est donc cet alliage subtil de musique bretonne ou irlandaise – ***" The fucking flute "*** – et d'accents jazzy et jamais le groupe n'a porté aussi bien son nom. Voilà qui tient bougrement la route.

---

(1) Marché International du Disque et de l'Edition Musicales

(2) Voir PB n° 458, mars 2002

Levrioù nevez e brezhoneg evit ar re yaouank (hag ar re all...)



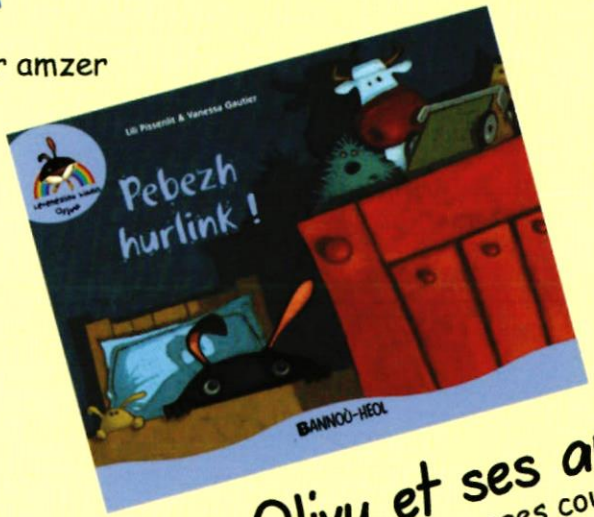
Nouvel album !



En vente aussi

Sell 'ta !
8,5 €

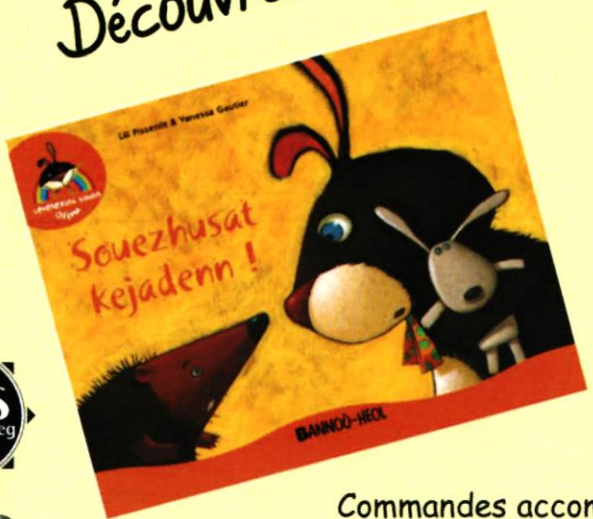
Ar pevar amzer
8,5

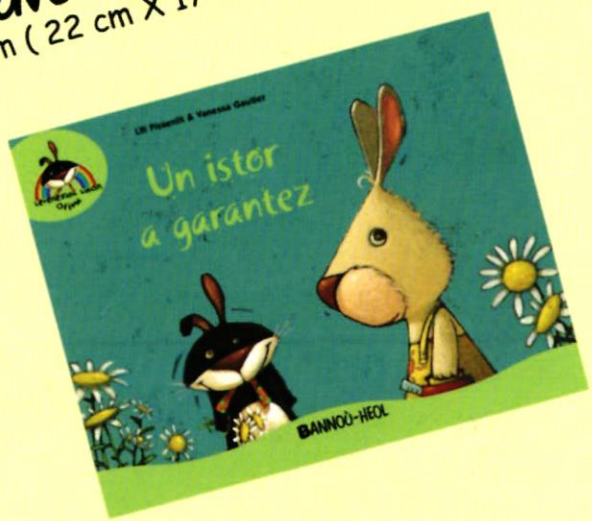




Découvrez vite la Corse avec Olivu et ses amis !

7,5 l'album (22 cm X 17 cm - 32 pages couleur)





Ofis ar brezhoneg
Office de la langue bretonne

Skol-Uhel ar Vro

Commandes accompagnées du règlement à l'ordre de **BANNOÙ-HEOL**
(+ 2,1 € pour frais d'envoi) à faire parvenir à :

BANNOÙ-HEOL - 140, straed Pont-'n-Abad - 29000 KEMPER
Tél. : 02 98 64 58 96 & 06 08 88 57 55 - www.b-heol.fr.st

Le Cola du Phare Ouest



Le Cola de Bretagne

PHARE OUEST

Société **PHARE OUEST** - BP 7 56460 Le Roc Saint-André - Tél : 02 97 74 74 74